Num. 292

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

1864

Torino dalla Tipografia G. Favale e C., via Bertola n. 21. — Provincie con mandati postali affrancati (Milano e Lombardia anche presso Brigola). Fuori Stato alle Direzioni postali.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato. — Le associazioni hanno principio col 1° e col 16 di ogni mese. Inserzioni 25 cent. per linea o spazio di linea.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Per Torino	L.	40	21	11
» Provincie del Regno	»	48	25	13
» Svizzera	»	56	31	16
» Roma (franco ai confini)	»	50	26	14

TORINO, Sabato 10 Dicembre

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Stati Austriaci e Francia	L.	80	46	26
— detti Stati per il solo giornale senza i Rendiconti del Parlamento	»	58	31	16
Inghilterra e Belgio	»	120	70	36

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA REALE ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

Data	Barometro a millimetri			Termomet. cent. unito al Barom.			Term. cent. espost. al Nord			Minim. della notte	Anemoscopio			Stato dell'atmosfera		
	m. o. 9	mezzodì	sera o. 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3		matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3
9 Dicembre	739,44	739,61	740,38	+ 1 8	+ 5,2	+ 11 6	+ 0 2	+ 2 6	+ 4,0	— 3,6	S.O.	O S.O.	O.	Sereno con neb.	Sereno con neb.	Sereno con vap.

PARTE UFFICIALE

TORINO, 9 DICEMBRE 1864

Il N. 2021 della Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene la seguente Legge:

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intiera esecuzione al trattato di navigazione e di commercio tra l'Italia e la Danimarca, firmato in Torino il 1.o maggio 1864.

Ordiniamo che la presente, munita del Sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come Legge dello Stato.

Dat. a Torino, addì 27 novembre 1864.

VITTORIO EMANUELE.

A. La Marmora.

VITTORIO EMANUELE II

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute!

Un Trattato di Navigazione e di Commercio tra l'Italia e la Danimarca essendo stato conchiuso e sottoscritto dai rispettivi Plenipotenziari in Torino il primo giorno del mese di maggio del corrente anno mille ottocento sessantaquattro,

Trattato del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi de Danemark, animés du désir de faciliter et d'étendre les relations commerciales entre leurs sujets respectifs et de consolider pour tout le royaume d'Italie les bons rapports établis entre la République de Gênes, les Etats Sardes et le royaume des Deux-Siciles d'un côté, et le Danemark de l'autre, par les traités respectifs du 30 juillet 1789, du 14 août 1843 et du 13 janvier 1846, ont déterminé de stipuler un traité de navigation et de commerce qui, basé sur le principe d'une parfaite réciprocité, procure à l'un et à l'autre Etat de solides avantages. Et à cet effet ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, le chevalier Jean Manna, Sénateur du royaume, grand officier de son Ordre des saints Maurice et Lazare, son ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture, de l'industrie et du commerce;

Sa Majesté le Roi de Danemark, le baron Iver Holger Rosenkrantz, son chambellan, chevalier de son Ordre du Danebrog et son ministre résident auprès de Sa Majesté le Roi d'Italie.

Lesquels, après avoir echangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les bâtiments italiens arrivant chargés ou sur lest dans les ports du royaume de Danemark, et réciproquement les bâtiments danois arrivant chargés ou sur lest dans les ports du royaume d'Italie, y seront traités, tant à leur entrée, que pendant leur séjour et à leur sortie, et quelque soit le lieu de leur provenance ou celui de leur destination, sur le même pied que les navires nationaux, pour tout ce qui concerne les droits de douane, de tonnage, de phare, de pilotage, de balisage, de quai, de port, de péage, de quarantaine, d'expédition et autres, et généralement pour tous les droits ou charges quelconques qui affectent le navire, soit que ces droits soient perçus au profit du Gouvernement, soit qu'ils le soient au profit des autorités locales, d'établissements publics, de particuliers, ou de corporations.

Art. 2. Les navires italiens, et réciproquement les navires danois, ne pourront profiter des immunités et avantages qui leur sont respectivement assurés par le présent traité, qu'autant qu'ils se trouveront munis des papiers et certificats exigés par les réglements existants dans chacun des deux pays pour constater leur nationalité. Et dans ce but les Hautes Parties contractantes se communiqueront ces divers documents dans le moindre délai possible, se reservant de se donner mutuellement connaissance des modifications que chacune d'elles pourrait juger à propos d'y apporter dans la suite.

Art. 3. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, bassins, rades ou hâvres de l'un des deux Etats, il ne sera accordé aucun privilège aux navires nationaux, qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat, la volonté des deux Hautes Parties contractantes étant que sous ce rapport aussi les bâtiments de l'un et de l'autre Etat soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 4. Les bâtiments italiens qui arriveront dans les ports de Sa Majesté danoise et les bâtiments danois qui arriveront dans les ports de Sa Majesté le Roi d'Italie, sont autorisés à se charger ou décharger qu'en partie si le capitaine ou le propriétaire le désire, et ils pourront se rendre ensuite dans les autres ports de mer du même Etat pour compléter leur chargement ou déchargement.

Art. 5. En cas de relâche forcée d'un navire italien dans un port du royaume de Danemark, ou d'un navire danois dans un port du royaume d'Italie, il y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des deux pays accorde à ses propres navires en pareille circostance, pourvu que la nécessité de la relâche soit dûment constatée.

Le même traitement de faveur sera réciproquement accordé aux navires échoués en cas de bris ou de naufrage. Il est d'ailleurs entendu que les consuls et agents consulaires respectifs seront admis à surveiller les opérations relatives à la réparation, au ravitaillement ou à la vente, s'il y a lieu, des navires entrés en relâche, échoués ou naufragés à la côte.

Art. 6. Toute espèce de marchandises et objets de commerce provenants du sol ou de l'industrie des Etats de Sa Majesté le Roi d'Italie ou de tout autre pays, qui pourront être légalement importés, déposés ou emmagasinés dans les Etats de Sa Majesté le Roi de Danemark par des bâtiments danois, et réciproquement toute espèce de marchandises et objets de commerce provenants du sol ou de l'industrie des Etats de Sa Majesté le Roi de Danemark, ou de tout autre pays, qui pourront être légalement importés, déposés ou emmagasinés dans les Etats de Sa Majesté le Roi d'Italie, par des bâtiments italiens, soit que ces bâtiments viennent directement des ports du pays dont ils portent le pavillon, soit qu'ils viennent de tout autre pays étranger, pourront également y être importés, déposés ou emmagasinés par des bâtiments de l'autre Partie contractante, sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits de quelque espèce ou dénomination, que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, que ceux que ces mêmes marchandises ou produits paieraient dans le même cas s'ils étaient importés, déposés ou emmagasinés par des bâtiments nationaux.

De la même manière, toute espèce de marchandises et objets de commerce qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports de Sa Majesté le Roi d'Italie sur des bâtiments italiens, pourront également en être exportés ou réexportés sur des bâtiments danois, et réciproquement toute espèce de marchandises et objets de commerce, qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports de Sa Majesté le Roi de Danemark, sur des bâtiments danois, pourront également en être exportés ou réexportés sur des bâtiments italiens, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, que ceux qui seraient payés pour les mêmes marchandises ou objets de commerce s'ils étaient exportés ou réexportés sur des bâtiments nationaux.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

Toutefois, la prohibition est maintenue pour la poudre à tirer, et les deux Hautes Parties contractantes se reservent de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre.

Art. 7. Aucune priorité ou préférence ne sera accordée directement ou indirectement par l'une ou l'autre des Parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation ou individu, agissant en son nom ou sous son autorité, pour l'achat d'aucun objet de commerce légalement importé dans le territoire de l'autre, en considération de la nationalité du bâtiment qui aurait importé lesdits objets, soit qu'il appartienne à l'une ou à l'autre des Parties dans les ports de laquelle ces objets de commerce auront été importés, l'intention et la volonté des deux Hautes Parties susmentionnées étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. 8. En ce qui concerne le cabotage, il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les navires de chacune d'elles au-dessus de trente tonnes (quinze *last* de commerce de Danemark) jouiront dans les Etats de l'autre des mêmes privilèges et seront traités à tous égards sur le même pied que les navires nationaux.

Art. 9. Il ne pourra être imposé, par une des Parties contractantes au commerce et à la navigation de l'autre, aucun droit nouveau ou plus élevé, ni aucune entrave ou restriction quelconque, qui ne s'appliqueraient pas également et dans la même mesure au commerce et à la navigation de tout autre pays.

Il ne pourra être concédé aucune faveur, par l'une des Puissances contractantes, au commerce et à la navigation d'une nation étrangère, sans que cette faveur devienne de droit et *ipso facto* commune au commerce ou à la navigation des sujets de l'autre Puissance.

Art. 10. Chacune des deux Parties s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur de commerce, de navigation ou de pèche, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs à l'importation ou à l'exportation ou au transit des articles mentionnés ou non dans le présent traité, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Elles s'engagent en outre à n'établir l'une envers l'autre aucun droit de prohibition, d'importation ou d'exportation ou de transit, qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Il est spécialement entendu que le Danemark ayant consenti à admettre le pavillon italien sur le pied d'une parfaite égalité avec le pavillon national non seulement dans la navigation et le commerce avec le territoire du royaume et des duchés, mais encore dans la navigation et le commerce avec ses possessions d'Islande et de Faeroe et ses colonies des Antilles jouira sous ce rapport d'une parfaite réciprocité de traitement et profitera de tous les avantages de tarif résultant des traités de commerce et de navigation conclus par le royaume d'Italie avec tout autre pays.

Art. 11. Les consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront dans les Etats de l'autre des mêmes privilèges et pouvoirs, dont jouissent ceux des nations les plus favorisées: ils auront le droit d'être juges et arbitres dans les questions locales dérivant des contracts passés en d'autres lieux entre les capitaines et les équipages des navires de leur nation, et les autorités locales ne pourront y intervenir que dans le cas où la conduite du capitaine ou de l'équipage troublerait l'ordre et la tranquillité du pays. Les marins appartenant à la marine de l'une des deux Hautes Parties contractantes, qui désertent dans les Etats et possessions de l'autre, pourvu toutefois qu'ils ne soient pas sujets du pays où ils désertent, seront, sur la demande adressée à l'autorité compétente par les consuls et vice-consuls respectifs ou leurs ayant cause, recherchés, arrêtés, et, après que leur désertion aura été dûment prouvée, reconduits à bord de leur bâtiment. Les déserteurs seront de plus, au besoin, détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient remis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour les mêmes causes. Si le déserteur avait commis quelque délit à terre, son extradition sera différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait rendu un jugement en bonne et

APPENDICE

IL TESTAMENTO DELL'AVARO

Scene della vita di provincia

(Continuazione, vedi nn. 253, 259, 262, 264, 283, 285, 287 e 290).

IX.

Le giornate per Gaetano tornavano eterne. Quasi nessun malato che volesse l'opera sua: nessuno con cui discorrere. Stava egli alla finestra della sua stanza, e delle lunghe lunghe ore contemplava quella veduta che gli si apriva dinanzi. Alcune volte, scendendo, trovava il Pilucca nel cortile e scambiava qualche parola con esso. A poco a poco, benchè quest'uomo gli fosse dapprima assai antipatico, erasi venuta stringendo fra loro alcuna famigliarità. Per Gaetano era l'unico passatempo che avesse quello di star un poco col vecchio rigattiere, mentre la giovane Rosa lavorava e gettava di quando in quando qualche parola nella conversazione degli uomini. Ora il medico non era stato molto tempo senza notare come questa parola fosse sempre piena di buon senso, di carità, di bontà, di tutti i migliori sentimenti che albergar possano in anima umana, e senz' accorgersene, senza darsene una ragione, quando era stato un po'di tempo in compagnia della giovane e parlato con lei, trovavasi di poi sollevato e tranquillato, per quanto prima fosse di acerbo animo e di cattiv'umore.

Gaetano parlava di sè e della sua famiglia, della melanconia che dominava i suoi giorni in quella condizione in cui si trovava, lontano da ognuno che l'amasse, ridotto ad una desolata solitudine di cuore; e la Rosa comprendeva benissimo i suoi patimenti e mostrava colle sue risposte simpatica compassione per essi.

— Ah signor mio! Diceva il Pilucca a Gaetano. In questi paesi o bisogna esserci nato, o bisogna venirci a seppellire un'anima disillusa della vita. Ella non è nè in una nè nell'altra di queste condizioni. E poi aver da dipendere da quel babbuino d'un mio parente che è il sindaco, è la più umiliante e brutta cosa di questo mondo. Per mettersegli in grazia, bisognerebbe che Lei adulasse vilmente la grulleria di lui, le sciocche pretese della moglie, e rendesse un omaggio d'adorazione alle attrattive della figliuola: tutte cose impossibili ad un carattere com'è il suo. Quella lì è una certa gente che, verso chi ha bisogno di loro, è d'una superba impertinenza insopportabile, e per coloro che sono da più, d'una sommissione codarda, d'una vigliaccheria senza limiti. L'altro dì ho mandato Rosa a pregare Giacomo-Andrea d'un favore da nulla; non l' hanno ricevuta che a strapazzi e negatomi tutto. Il sindaco si vergogna d'essermi parente e lo contesta con calore ad ogni occasione. Ebbene, se lo volessi, le farei vedere il signor Giacomo-Andrea e tutta la sua degna famiglia a venir qui e colmarmi d'ogni fatta gentilezze e riguardi. Basterebbe che io facessi loro sapere che ho un'eredità da lasciaro di più centinaia di mila lire....

Si ripigliò vivamente:

— Non è già che ciò sia!... Povero diavolo, che io sono, stento la vita, e non ho che questi vecchiumi da lasciare ai miei eredi, ma dico per una supposizione che, se potessi loro persuadere di aver tali fortune in serbo, li vedrebbe umili ed amorevoli e piaggiatori a me dintorno. S'Ella, signor dottore, venisse qui milionario, tutta questa gente che ora le fa guerra, sarebbero ai suoi piedi.

Gaetano capiva la verità della cosa, ma non avendo i milioni ed essendo in bisogno di quella gente medesima, ingoiava i bocconi amari, ricacciava in fondo al petto la sua bile, e si sforzava di prendere l'aria sommessa d'un supplicante, raccomandandosi, come dovette fare, ai direttori del nuovo ospedale fondate allor allora, per esserne nominato medico ordinario.

Si era al giorno della nomina: i membri più influenti della direzione erano il sindaco ed il parroco; e il candidato che fosse patrocinato da loro era certo di riuscire. I due onorevoli personaggi si posero subito d'accordo nella esclusione di Gaetano. Venne nominato il dottor Policarpo, sordo, imbecillito dagli anni e buono da nulla.

Nel paese fu una festa per tutti gli amici del flebotomo che erano i buontemponi; e, come una propria vittoria sul forestiero, fu celebrata con grandi libazioni all'osteria, di cui il flebotomo era un assiduo e benemerito frequentatore.

Gaetano si chiuse in casa a nascondervi il suo dispetto ed anche il suo dolore. Sì, dolore, perchè su quella nomina egli ci aveva già fatti i suoi calcoli, e da essa dipendeva il far venire con sè la sua famiglia, e il goder di nuovo quella domestica gioia, che per lui era tutto al mondo.

Passeggiava concitato nelle sue camere, sfogando il suo umore in un soliloquio, quando udì un leggier picchio all'uscio. Aprì e si trovò innanzi Rosa, la quale avendo il governo delle camere del giovane veniva in quella a recargli l'acqua fresca e la legna per accendere il fuoco.

La ragazza era impacciata e commossa. Si vedeva che avrebbe voluto parlare e che non osava. Depose la roba che aveva portata, e indugiavasi come per aspettare nascesse occasione di parlare: ma il medico non glie ne dava; e' s'era rimesso a passeggiare in lungo e in largo e pareva che la presenza della fanciulla fosse l'ultima cosa a cui badasse.

Rosa stette un momento diritta, gli occhi chinati a terra, ravvolgendo colle mani il lembo del suo grembiale, poi con uno sforzo evidente potè pronunciare: — signor Gaetano.

Questi si fermò innanzi alla ragazza e fece final-

due forme sur le délit et que l'exécution du jugement ait eu lieu.

Art. 12. Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront le droit sur le territoire de l'autre de recueillir les successions *ab intestato* ou testamentaires, d'y posséder des biens de toute espèce et d'en disposer de la même manière que les nationaux par testament, donation ou autrement, en ne payant au profit des Gouvernements respectifs d'autres droits que ceux auxquels les habitants du pays où se trouvent lesdits biens sont assujettis en pareille occasion. En cas d'absence des héritiers il sera provisoirement pris desdits biens les mêmes soins qui seraient pris en pareils cas des biens des indigènes, jusqu'à ce que l'héritier légitime ait pris des mesures pour recueillir l'héritage.

Art. 13. Le présent traité sera en vigueur pendant dix années à compter du jour de l'échange des ratifications. Si un an avant ce terme l'une des Hautes Parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ledit traité restera obligatoire pendant douze mois au-delà de ce terme et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront une semblable déclaration, quelle que soit l'époque où elle aurait eu lieu.

Art. 14. Les ratifications du présent traité seront échangées à Turin dans l'espace de trois mois à compter du jour de la signature ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé en double original et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Turin, le premier mai 1864.

GIOVANNI MANNA (L.S.) — ROBERT ANTZ. (L.S.)

Noi avendo veduto ed esaminato il qui sovrascritto Trattato di Navigazione e di Commercio, ed approvandolo in ogni e singola sua parte, lo abbiamo accettato, ratificato e confermato, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarlo e di farlo inviolabilmente osservare. In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra Mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Grande Reale Sigillo. Dat. in Torino addì venticinque del mese di luglio l'anno del Signore mille ottocento sessantaquattro e del Regno Nostro il decimosesto.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di S. M. il Re

Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri
VISCONTI VENOSTA.

Il N. 2024 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Ministro delle Finanze;

Visti gli articoli 113 e 132 della Legge provinciale e comunale 23 ottobre 1859;

Considerata la convenienza e la necessità di provvedere in modo più spedito all'andamento delle Amministrazioni dei Comuni delle Provincie meridionali, ed all'assetto dei loro bilanci;

Visti i Nostri Decreti dell'8 dicembre 1861, 23 marzo e 31 dicembre 1862, e 8 novembre 1863;

Sentito il parere del Consiglio di Stato,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

È prorogata a tutto l'anno 1865 la facoltà delegata coi succitati Decreti ai Prefetti delle Provincie meridionali di approvare, previo il parere del Consiglio di Prefettura, i regolamenti e le tariffe per le tasse da stabilirsi e per le privative che occorra di mantenere a pro dei Comuni per lo stesso anno 1865; fermo il disposto dall'art. 102 del regolamento per l'esecuzione della legge sui dazi di consumo, approvato con Nostro Decreto del 10 luglio scorso, n. 1839.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 27 novembre 1864.

VITTORIO EMANUELE.

Q. SELLA.

Il N. 2025 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Veduta la legge 6 luglio 1862, n. 680;

Veduto il Nostro Decreto del 31 agosto 1862, n. 814;

Veduta la dimanda del Consiglio provinciale di Abruzzo Ulteriore 2° deliberata in adunanza del 20 settembre 1864;

Sulla proposizione del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo ordinato ed ordiniamo:

Art. 1. La Camera di commercio e d'arti di Aquila è sciolta.

Art. 2. Sono convocati per la terza domenica (15) di gennaio del prossimo anno 1865 i Collegi elettorali per la rielezione dei componenti la detta Camera di commercio e d'arti.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 27 novembre 1864.

VITTORIO EMANUELE.

TORELLI.

Il N. 2027 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto.

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Vista la legge 22 dicembre 1861 sull'occupazione temporaria delle Case religiose per servizio sì militare che civile;

Sulla proposta del Nostro Ministro dell'Interno,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

È fatta facoltà al Nostro Ministro dell'Interno di occupare temporariamente per uso civile l'antica casa dell'ex-Oratorio di San Filippo Neri in Novara (Sicilia), secondo le norme fissate dalla medesima legge.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 20 novembre 1864.

VITTORIO EMANUELE.

G. LANZA.

Con R. Decreto del 6 novembre pross. passato il signor Angiolo Nuti, aiuto cassiere della prefettura di Pisa, ora in disponibilità, venne dispensato dietro sua domanda dal prestare ulteriore servizio allo Stato.

S. M. sulla proposizione del Presidente del Consiglio dei Ministri incaricato del portafoglio della Marina, in udienza del 27 novembre p. p., ha firmato il seguente Decreto:

Ridola Gabriele, assistente di magazzino nel Corpo di commissariato della Marina militare, è collocato in aspettativa per un anno dietro sua domanda per motivi di famiglia e con perdita dello intiero stipendio a datare dal 1.o dicembre.

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli Affari della Guerra S. M. in udienza del 21 novembre 1864 ha firmato il seguente Decreto:

Salafia Ignazio, aiutante contabile di 2.a classe nel personale contabile d'Artiglieria, in aspettativa per motivi di salute, è richiamato in effettivo servizio.

Elenco di disposizioni nel personale giudiziario fatte con RR. Decreti delli 6, 9, 13 e 16 novembre 1864:

6 novembre

Sant'Elia Giuseppe, giudice mand. di Accumoli, tramutato in Borbona;

Cima del Bene Pasquale, id. d'Arpino, collocato in aspett. per motivi di famiglia per un anno;

Praus Vincenzo, id. di Roccasecca, tramutato in Arpino;

Pezzella Raffaele, id. di Palazzo, id. in S. Chirico Raparo dietro sua domanda;

Capozzi Giuseppe, id. di S. Chirico Raparo, id. in Palazzo.

9 detto

Soria Carlo, proc. del Re nel trib. di Lecce, tramutato in Avellino in surrogazione di Luigi Indelli che ne ha rinunziato il posto;

Tonti Nicolò, id. di Bari, tramutato a Lecce;

Bartone Achille, id. di Chieti, id. a Bari;

Demarinis Giuseppe, id. di Gerace, id. a Chieti;

Ghirelli Luigi, sost. proc. del Re nel trib. di Napoli, nominato reggente la procura del Re nel tribunale di Gerace.

13 detto

Semmola avv. Guglielmo, segr. di 2.a cl. nel Ministero di Grazia e Giustizia e Culti con grado ed anzianità di sost. proc. del Re, nominato giudice nel trib. di S. Maria;

Di Renzo Federico, giudice mand. di Scanno, tramutato a Introdacqua;

Semmola Guglielmo, giudice nel trib. di S. Maria, applicato temporaneamente presso il Ministero di Grazia e Giustizia;

Prati Francesco Maria, giudice mand. in Sant'Eramo, tramutato in Gravina di Puglia;

Buraglia Giacomo, id. di Pisticci, sospeso dalla carica.

16 detto

Taraschi Nicola, giudice mand. in Torre Annunziata, tramutato in Mercato (Napoli);

Sargente Giuseppe, id. in Majori, id. in Torre Annunziata.

Elenco di disposizioni nel personale giudiziario fatte con RR. DD. del 16 novembre 1864:

Pisani Pasquale, cancelliere mandamentale in Cajazzo, tramutato nella giudicatura mandamentale di Cicciano;

Forte Andrea, id. di Cicciano, id. di Cajazzo;

Vasanella Domenico, id. di Fasano, id. di Bitetto.

Elenco di disposizioni nel personale giudiziario fatte con RR. DD. del 20 novembre 1864:

Bruschini Giovanni, uditore applicato in qualità di vicegiudice al mandamento I di Como, tramutato nella stessa qualità al mandamento II di detta città;

Pecorara Camillo, uditore applicato in qualità di vicegiudice al mandamento di Cantù (Como), tramutato nella stessa qualità al mandamento I in Como.

Disposizione nel personale giudiziario fatta con Decreto Reale del 20 novembre 1864:

Bottino Gioachino, giudice mandamentale di S. Croce di Morcone, tramutato in Majori.

Disposizione nel personale giudiziario fatta con Regio Decreto del 20 novembre 1864:

Spongati Antonio, laureato in legge ed ammesso al patrocinio, è nominato vice-giudice del mandamento d'Asti.

Elenco di disposizioni nel personale giudiziario fatte con RR. Decreti del 23 novembre 1864:

Inghilleri Calcedonio, sost. avvocato dei poveri presso la Corte d'appello in Palermo, è promosso dalla 2.a alla 1.a categoria;

Rapisardi Emanuele, id. di Catania, id. dalla 3.a alla 2.a categoria.

Sulla proposta del Ministro della Guerra S. M. ha fatto le seguenti disposizioni:

Con RR. Decreti 13 novembre 1864

Massco Emanuele, 2.o commesso nell'Amministrazione degli ospedali del disciolto esercito delle Due Sicilie, accettata la rinunzia da esso fatta alla qualità d'impiegato in disponibilità;

Macdonald Francesco, 3.o commesso id., id.;

Lo Cascio Sparacio Salvatore, id. id., id.;

Greco Guglielmo, id. id., id.;

Menzio Ferdinando, applicato di 1.a classe nell'Amministrazione centrale della guerra, collocato in aspettativa per infermità comprovate, colla metà dello stipendio.

Con RR. Decreti 20 detto

Saytour Pietro Vincenzo, contabile d'artiglieria di 3.a classe, collocato a riposo per infermità;

Fecchini Carlo Domenico, aiutante di 1.a cl. nel personale degli aiutanti del Genio militare, collocato a riposo in seguito a fattane domanda.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — TORINO 2 *Dicembre*

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

Ad opportuna norma dei giovani i quali intendono intraprendere la carriera di Segreteria (interna nel Ministero) o quella dei Consolati all'estero,

Il Ministero degli Affari Esteri notifica:

Che il giorno 25 del p. v. gennaio 1865, alle ore 9 del mattino, avranno principio gli esami di concorso per quattro posti nella carriera interna e quattro per la carriera dei Consolati.

Prima del giorno 15 gennaio p. v. gli aspiranti dovranno far pervenire al Ministero degli Affari Esteri (Divisione Amministrativa, Archivi) i seguenti documenti stesi su carta da bollo di una lira:

1. Certificato comprovante la loro nazionalità italiana;

2. Certificato da cui risulti la loro età non minore di anni 18, nè maggiore di 23;

3. Attestato d'aver subìto con approvazione l'esame di ammessione ad alcuna delle varie facoltà nelle Università degli studi dello Stato, o trattandosi di giovani usciti dall'Accademia Militare o dal Collegio di Marina, il diploma di nomina al grado di sottotenente o di guardia marina;

4. Attestato d'avere un assegnamento, oppure un reddito di lire tremila se intendono concorrere per la carriera dei Consolati.

Gli esami saranno scritti e verbali e verranno dati nelle due lingue italiana e francese.

PROGRAMMA

Per gli esami di concorso alle carriere dipendenti dal Ministero per gli Affari Esteri 1865

Legislazione civile.

Della cittadinanza.

Del matrimonio e dei diritti di famiglia.

Della tutela.

Della proprietà.

Dei contratti e delle obbligazioni.

Teoria delle prove.

Successioni e testamenti.

Legislazione penale.

Principii generali intorno ai reati ed alle pene.

Dei reati commessi da nazionali in territorio straniero.

Dei reati commessi dagli stranieri nel territorio dello Stato.

Dei reati commessi nei porti od in alto mare.

Delle giurisdizioni penali e della rispettiva competenza.

Legislazione commerciale.

Libri di commercio.

---

mente attenzione al di lei contegno.

— Che cos'avete, Rosa?

La fanciulla divenne rossa rossa in volto e rispose quasi balbettando:

— Ho che mi dà pena vederla così...... che mi ha dato assai pena il sapere l'ingiustizia che le hanno fatta... che non vorrei Ella si affliggesse di troppo... e vorrei dirle che bisogna aver coraggio.....

Le parole avevano poco valore, ma ne avevano uno grandissimo l'accento con cui erano profferite, e l'aspetto del volto da cui erano accompagnate. Gaetano fu commosso. In quell'isolamento in cui si trovava, con quell'ostilità da cui sentivasi circondato, facevasi per lui un sollievo, una consolazione il veder alcuno che s'interessasse pei fatti suoi, che prendesse parte e volesse recare alleviamento ai suoi dispiaceri. Afferrò la mano della povera Rosa, e la strinse con forza. Quella mano tremava nella sua, ma non cercava sfuggirne.

— Vi ringrazio, Rosa: diss'egli. C'è adunque qualcheduno anche qui, a cui non sono odioso ed affatto indifferente?

Rosa mandò un' esclamazione soffocata, liberò la sua mano e s'affrettò ad uscire.

— Povera giovane! Disse Gaetano guardandole dietro: ella ha tanto di cuore da poter dare anche alle sofferenze d'altrui un po' di compianto. La pietà ne illuminava ora le sembianze: mi parve tutta cambiata, un non so che è venuto ad abbellirla. In questo momento mi apparì come una sublime figura.

Per un poco la sua mente tenne dietro all' immagine di Rosa, la quale in quel punto erasi, come dire, rivelata a lui in una nuova luce. S'accorse di poi che per quel tempo aveva dimenticato il suo dispetto e la sua contrarietà, e che quel lieve episodio gli aveva fatto bene, perchè sentiva assai meno amarezza nell'anima.

Sorrise di sè, scosse la testa, ed aperta la finestra non ostante l'aria frizzante del novembre, si appoggiò al davanzale a contemplare, secondo il suo solito, la vista della campagna. Mille e varii pensieri passarono per la sua mente, i quali facendosi vaghi sempre più e per così dire vaporosi, sfumarono a poco a poco, lasciando il suo cervello in una nuova quietudine, che pareva un torpore. Quando si sentì freddoloso nelle ossa per la brezza della sera che era sopravvenuta, si tolse di là, chiuse i vetri, ed alla venuta luce del crepuscolo che annunciava la notte, si gettò, vestito come era, sul suo letto e non tardò ad addormentarsi.

Quando si svegliò la notte era oscura. Quella casa anche di giorno era silenziosa come un sepolcro, figuratevi poi la notte! Epperò Gaetano molto si stupì nell'udire, in mezzo alla tacita quiete di quell'ora, un tramenio di cose nelle stanze a pian terreno che erano sotto le sue. Accese il lume e vide al suo orologio che era già l'una dopo mezzanotte. Che cosa poteva essere quel rumore, e da chi prodotto? In quelle stanze non abitava nessuno, e non v'erano che pochi oggetti frusti del Pilucca. Questi non era probabile avesse scelto quell' ora per visitarli. Che fossero ladri? Affè! Non c'era roba capace di tentare la cupidità di nessuno; ma ad ogni modo il meglio era venirne in chiaro. Gaetano uscì chetamente dalle sue stanze per discendere la scala, munitosi dapprima d' un buon bastone; ma quando appena fu sul pianerottolo, udì che qualcuno se ne usciva dalle camere terrene e con precauzione sgusciava nel cortile. Il giovane medico fu lesto alla finestra del pianerottolo, che guardava appunto nella corte, stupito assai che il grosso cane del Pilucca non facesse sentire la sua voce cavernosa.

Gaetano vide un uomo che portava fra mano un involto e camminava sollecito nella direzione del pozzo circondato da macerie. Non doveva essere un ladro, perchè il cane gli andava presso molto pacificamente, conservando un silenzio da complice. Il nostro amico non tardò a riconoscere in quell'uomo il Pilucca medesimo, il quale pareva aver gettato via quel peso degli anni che lungo il giorno avreste detto gravarlo cotanto, e camminava spedito come un giovanotto. Gaetano, senza fare alcun rumore, stette a guardare, tratto da una viva curiosità.

Il ferravecchi si ficcò dietro il pozzo, tra questo e la parete, in guisa che si tolse alla vista del giovane che stava alla finestra; colà aperse una lanterna cieca che portava con sè, e dall'ombra che il lume di questa gettava sulla muraglia di fianco, Gaetano potè accorgersi che il Pilucca si curvava verso terra e ci faceva alcun lavorio, come se smuovesse delle pietre, scavasse qualche buca o alcun che di simile. Ad un punto parve a Gaetano d'udir un tintinnio come d'un sacchetto di denaro che cadesse o fosse urtato, ed un subito pensiero, quasi per un lampo, gli venne a far concepire una spiegazione del fatto.

Che la miseria del Pilucca fosse finta e sotto di essa si nascondesse l'avarizia? Alcun sospetto di codesto glie ne avevano già fatto nascere alcuni atti e certe parole del vecchio; quelle specialmente che aveva detto, non era molto, riguardo a' suoi parenti; al vedere questo misterioso lavoro notturno del suo ospite, Gaetano non dubitò più che così fosse la cosa e ritenne per certo, che colà nascondesse il Pilucca il suo tesoro.

Dopo un frugare e rifrugare in quel posto, che durò più di un quarto d'ora, il ferravecchi parve ristabilir tutto nel suo stato primitivo, chiuse la lanterna, e venne fuori pian piano, camminando colle precauzioni d'un ladro. Il medico notò che non aveva più nulla in mano. Il Pilucca venne chetamente all'uscio che conduceva al quartiere del pigionante e lo chiuse con una chiave uguale a quella che era stata data al pigionante medesimo, e poi, guardato ancora bene una volta tutt'intorno a sè, quatto quatto si ricondusse nel bugigattolo in cui dormiva.

— La è così di sicuro! Disse fra sè Gaetano ritraendosi dalla finestra e rientrando nel suo alloggio. Quel vecchio cane fa stentar la vita a quella povera ragazza, vive egli stesso d'un tozzo di pane inferrigno, ammuffito, ed è capace di avere colà nel suo nascondiglio quelle più centinaia di mila lire che affermava l'altro di essere capaci di fatto adorare da tutta la famiglia dei Tabella.

(*Continua*)

Società commerciali.
Prove dei contratti.
Lettere di cambio o biglietti all'ordine.
Commercio marittimo.

N. B Per quelle parti di legislazione che non fossero ancora uniformi in tutto il Regno d'Italia, i candidati avranno facoltà di rispondere o scrivere giusta la legislazione della rispettiva loro provincia.

Diritto costituzionale.

Del sistema rappresentativo.
Divisione dei poteri.
Dell'inviolabilità della persona del Principe.
Della responsabilità dei Ministri.
Del Parlamento e sue divisioni in due Corpi.
Diritto elettorale - Sue varie forme.
Guarentigie costituzionali - Libertà personale, ecc.

Diritto delle genti o internazionale.

Principii razionali del diritto delle genti - Autonomia degli Stati - Principio di nazionalità.
Sovranità - Alta Sovranità - Vassalli e tributarii - Protettorato - Territori neutri.
Diritto di guerra e di pace - Diritto dei neutri - Neutralità armata.
Blocco e sue condizioni - Diritto dei belligeranti - Non intervento - Trattati - Loro osservanza ed interpretazione - Adesione ai trattati - Proteste - Ricognizione ufficiale dei nuovi Governi.
Diritti e privilegi d'Ambasciata - Gradi diversi di rappresentanza diplomatica e differenze di prerogative che ne provengono.
Immunità extraterritoriale.
Diritto marittimo - Progresso del diritto marittimo insino ai dì nostri e compreso il Congresso di Parigi del 1856.
Principii del diritto privato internazionale - Obbligazioni dei forestieri verso lo Stato in cui dimorano - Diritti dello Stato sui forestieri.
Giurisdizione consolare in genere.
Giurisdizione consolare negli scali di Levante - Capitolazioni.
Estradizione - Principii pei quali è fondata in diritto - Reati per cui nel generale è conceduta fra gli Stati che ne fecero convenzione speciale.

Economia politica.

Principii generali - Ricchezza - Produzione di essa.
Valore - Varie formole recate innanzi per definirlo.
Della proprietà terriera.
Del lavoro - Divisione di esso - Scambio del capitale.
Influsso del progresso delle scienze e delle arti sulla produzione.
Delle macchine nell'industria e nell'agricoltura.
Della concorrenza - Corporazioni del medio evo - Organizzazione del lavoro ideata dai socialisti.
Teorica della rendita.
Teorica della popolazione.
Della ripartizione della ricchezza.
Leggi che governano il saggio e le relazioni fra le rendite, i profitti e i salarii.
Libertà di commercio - Sistema proibitivo e protettivo - Sistema coloniale.
Del consumo delle ricchezze - Suoi influssi sulla produzione e sulla ripartizione.
Delle monete.
Della circolazione.
Del credito - Banche - Altri istituti di credito.
Cenni storici sull'economia politica.
Primi scrittori italiani.
Scuola fisiocratica francese.
Adamo Smith e suoi continuatori.
Scuola socialista e varie sue forme.
Scuola liberale.
Stato presente della scienza.

Storia generale - Storia antica.

Nozioni elementari di storia antica - Grandi epoche storiche - Caduta delle Repubbliche Greche - Caduta della Repubblica Romana - Formazione e disfacimento dell'Impero.

Medio evo.

Invasione dei barbari massime in Italia - Feudalità e suoi effetti - Impero di Carlo Magno - Origini e progressi dell'Islamismo.
Crociate - Invasioni ottomane in Europa - Caduta dell'Impero d'Oriente.

Storia moderna.

Scoperta d'America e suoi effetti - Regno di Francia e sua crescente forza e influenza.
Riforma religiosa e suoi effetti massimamente politici.
Carlo V e grandezza di Spagna - Guerra di Fiandra - Guerra dei trent'anni - Pace di Vestfalia, sue conseguenze per la Germania e l'Europa.
Rivoluzione inglese - Cacciata degli Stuardi - Costituzione e grandezza dell'Impero Britannico - Luigi XIV - Guerra della successione di Spagna - Pace di Utrecht - Pietro il Grande - Formazione dell'Impero Moscovita - Guerra della successione d'Austria - Formazione della Monarchia Prussiana - Trattato d'Acquisgrana - Spartimento della Polonia.
Indipendenza degli Stati Uniti d'America.
Rivoluzione francese - Guerre della Repubblica; guerre dell'Impero.
Pace di Presburgo - Abolizione dell'Impero Germanico.
Trattati del 1815.
Conquiste della Russia sulla Turchia dalla metà del secolo scorso - Trattati di Adrianopoli e di Unkiar-skelessi.
Istituzione del Regno di Grecia.
Formazione del Regno del Belgi.
Guerra di Crimea - Congresso e trattato di Parigi.

Storia d'Italia dopo Carlo Magno.

Repubbliche italiane - Cause della loro prosperità o decadenza - Lega Lombarda - Gli Svevi, gli Angioini e gli Aragonesi nelle Due Sicilie - Venezia e il Ducato di Milano - Lega di Cambrai - Caduta di Firenze - Vicereame spagnuolo - Austria in Lombardia, Lorenesi in Toscana, Carlo III in Napoli - Riforme civili anteriori alla rivoluzione francese - Conseguenze di questa in Italia - Ristaurazione.
Origine e vicende degli Stati della Chiesa.
Storia della Casa di Savoia - Regni di Emanuele Filiberto, Vittorio Amedeo II e Carlo Emanuele III.

Geografia.

Geografia fisica - Nozioni generali elementari - Vie marittime di comunicazione fra le varie parti del globo.
Geografia politica - Principali Stati d'Europa e di America.
Loro posizione geografica - Loro confini - Potenza loro rispettiva per popolazione, esercito, naviglio, produzioni e commercio. Fiumi internazionali.
Calligrafia.
Nozioni di Statistica.
Lingue straniere - I candidati dovranno conoscere una lingua straniera fra le più usate in Europa oltre la francese.

V. d'ordine del Ministro
Il Segretario generale
M. Cerruti.

R. UNIVERSITA' DEGLI STUDI DI TORINO.

In seguito agli esami di concorso ad un posto di dottore aggregato alla Facoltà di scienze fisiche, matematiche e naturali, quali esami ebbero luogo negli scorsi giorni, la Commissione esaminatrice ha presa la seguente deliberazione, cioè:

« Mentre proclama idonei entrambi i candidati, ammette al solenne accoglimento dell'aggregazione il candidato dott. *Basso Giuseppe*, e dolente di non potere, per mancanza di posto, accordare un simile onore all'altro concorrente dott. *Giovanni Cossavella*, lo dichiara meritevole d'una menzione onorevole, e finalmente ha espresso il voto, che le conclusioni del relativo processo verbale siano pubblicate nella Gazzetta Ufficiale. »

Torino, 8 dicembre 1864.

D'ordine del Rettore
Il Segretario Capo Avv. Rossetti.

ULTIME NOTIZIE

TORINO, 10 DICEMBRE 1864

Comuni che deliberarono d'assumere l'anticipazione dell'imposta fondiaria 1865 *per conto dei loro amministrati.*

(Vedi numeri precedenti).

Berzano di S. Pietro, Bistagno, Borgarello, Biella, Castello di Annone, Cinaglio, Cocconato, Chiusano, Carbonara Scribia, Cugnello, Cabella, Controne, Cesara, Carisio (1), Ferrere, Forotondo, Frascata, Fabbrica (Alessandria), Guiglia, Gattico, Incisa Belbo, Inverno, Montafia, Montabone, Montacuto, Mandrino, Montefalcone Apennino, Piea, Passerano, Pairana, Rocchetta Tanaro, Romagnano Sesia (1), Sessant, S. Zeno Foppa, Staffalo (per due terzi), Torre dei Torti, Torazzo, Villafranca d'Asti, Viale, Villanova d'Ardenghi, Volpara, Bonefro.

(1) Per le quote insoddisfatte al 15 dicembre.

I Municipii di Arola e Bogogno deliberarono l'anticipazione fondiaria 1865 accettando il primo la somma offerta dal Sindaco ed il secondo quella offerta dall'Esattore.

La Congregazione di Carità di S. Menna deliberò di anticipare l'imposta fondiaria 1865 assegnata al Comune, così pure la Congregazione di Carità di S. Angelo in Grotte ristrettivamente però ai contribuenti meno agiati e fino alla concorrenza di lire 2549 09.

Il Senato nella seduta di ieri ultimò la discussione del disegno di legge per il trasferimento della capitale del Regno a Firenze intorno a cui ragionarono ancora i senatori Valerio, Paleocapa, Cadorna, Arnulfo, Spinola e Martinengo Giovanni, e per ultimo il relatore senatore Imbriani. Chiusa quindi la discussione generale ed approvati senza contestazione li tre articoli del progetto, venutosi alla votazione per isquittinio segreto sul complesso della legge, si ebbe il seguente risultato:

Votanti	183
Favorevoli	134
Contrari	47
Astenutisi	2

La Camera dei deputati ieri continuava la discussione dello schema di legge concernente l'unificazione dell'imposta sopra i fabbricati, alla quale presero parte i deputati Ninchi, Minervini, Boggio, Possenti, Ferraris, Lualdi, Allievi, Crispi, Capone, Cortese, il Ministro delle Finanze e il relatore Mari.

Commissioni legislative.

Gli uffizi della Camera dei deputati hanno eletto le Commissioni seguenti:

Disposizioni relative al servizio dei commissari di leva,

Ufficio 1. Farina, 2. Boddi, 3. Basile-Basile, 4. Robecchi Giuseppe, 5. Berardi, 6. Ricci Giovanni, 7. Fossa, 8. Silvestrelli, 9. Salaris.

Proroga di alcuni articoli della legge 7 febbraio 1864, numero 1661, per la repressione del brigantaggio,

Ufficio 1. Schiavoni, 2. Massari, 3. Checchetelli, 4. Beneventani, 5. Casaretto, 6. Guerrieri Carlo, 7. Sirtori, 8. Soldi, 9. Capone.

Acquisto d'un'officina per costruzione di canne da fucile nel Comune di Gardone, provincia di Brescia,

Ufficio 1. Bellazzi, 2. Longo, 3. Basile, 4. Avezzana, 5. Gravina, 6. Brunet, 7. Sirtori, 8. Monti, 9. Salaris.

Trasporto di fondi dal bilancio dei Lavori Pubblici su quello della Guerra per la costruzione in Livorno di un fabbricato ad uso militare,

Ufficio 1. D'Errico, 2. Longo, 3. Basile-Basile, 4. Giuliani, 5. Farini Domenico, 6. Serugli, 7. D'Ancona, 8. Betti, 9. D'Ayala.

La Commissione composta degli onorevoli Berti-Pichat, Longo, Bixio, Calvino, Farini Domenico, Ferracciu, Sirtori, Monti e D'Ayala, incaricata dell'esame del progetto di legge concernente modificazioni alla tabella e legge 27 giugno 1850 sulle pensioni militari, è pure incaricata di esaminare e riferire sul progetto di legge: Modificazioni alla legge sulle pensioni ai militari dell'armata di mare del 20 giugno 1851.

DIARIO

I deputati della Senna censurarono già nel Corpo legislativo di Francia la legge del 5 maggio 1855 per la quale i consiglieri municipali di Parigi sono di cinque in cinque anni nominati non come per tutti gli altri Comuni dell'Impero dal suffragio universale ma dal capo dello Stato. Aprendo testè la nuova sessione di quel Consiglio il signor Haussmann prefetto della Senna pronunziò un discorso dove, memore delle discussioni politiche, così commentò la legge e ne spiegò i fini: « Parigi non è un Comune, non vi potendo esistere vincolo di sorta fra i due suoi milioni di abitanti. Parigi è per costoro un grande mercato di consumo, un'immensa officina, un'arena di ambizioni, un luogo di posta ai piaceri; ma non è il paese loro. » Popolazione siffatta non può, nè le giova in alcun modo, reggersi da se. Dunque l'amministrazione delle cose sue è saviamente presa dal Governo in sua mano. E per mostrare che la cosa non è nuova il prefetto adduce l'esempio, ch'egli crede analogo, dell'America del Nord. « Presso la maggior parte delle nazioni di primo ordine, esso dice, la capitale soggiace ad amministrazione eccezionale che varia a seconda dei costumi e delle costituzioni di ciascun paese. Tale avviene, nella stessa America, del distretto di Colombia, sede della Presidenza e del Congresso, il quale non gode di autonomia vera perchè è considerato quale proprietà comune dagli Stati Uniti e a cui uno scrupolo sorto dalla più assoluta logica e dal più eccessivo radicalismo nega persino il dritto di nominar deputati. »

Varii giornali non si contentano alle argomentazioni del signor Haussmann e dicono, quanto allo strabocchevole numero della popolazione mista, che Londra è più grossa e pur ha municipio proprio. Nè calza l'esempio della Colombia; imperocchè, se quel distretto è posto sotto l'alta giurisdizione del Presidente e del Congresso degli Stati Uniti, le due sole città che lo compongono Washington e Georgetown posseggono amministrazione municipale perfettamente distinta e indipendente, e non hanno da questo lato nulla ad invidiare a qualsivoglia altra città della Repubblica. Del resto, per seguire la logica in tutte le sue deduzioni, aggiungono i giornali, converrebbe forse andare sino alla soppressione della rappresentanza politica della Senna. Ma se il prefetto riguarda come finale l'attual modo di elezione dei consiglieri municipali e afferma che Parigi capitale non può godere dei diritti inerenti a tutti gli altri Comuni della Francia, come affermano di Roma gli Oltramontani « cui condannano ad ilotismo perpetuo, perchè capitale del Cattolicismo; » i giornali che fanno questi appunti al suo ragionamento dichiarano di non disperare di vedere un giorno la presente legge surrogata da una legge più consentanea al principio del suffragio universale.

Ieri l'altro lo stesso Consiglio municipale si trasformò in Consiglio generale della Senna per tenere una sessione di quindici giorni. Al Consiglio generale composto dei 60 membri del Consiglio municipale rappresentanti i 20 circondari urbani e degli 8 consiglieri generali rappresentanti i due circondari suburbani presiedeva il senatore Dumas.

L'Assemblea federale Svizzera ha nominato nell'adunanza tenuta addì 8 i primi magistrati della Repubblica. Presidente della Confederazione riuscì eletto al primo scrutinio il signor Schenk, di Berna, vicepresidente del Consiglio federale, con 105 voti sopra 131; vicepresidente del Consiglio federale al secondo scrutinio il signor Knüsel con 86 voti su 131; e vicepresidente del Tribunale federale al primo scrutinio con 87 su 109 voti il sig. Hermann d'Unterwald e vicepresidente dello stesso Tribunale al secondo scrutinio con 62 voti su 120 il signor Hæberlin, di Turgovia.

Notammo ancora testè le molte difficoltà per le quali dovrà passare la quistione dei Ducati prima di giungere a scioglimento finale, e aggiungevamo ieri medesimo un nuovo pretendente a quella Corona nella persona dell'Imperatore d'Austria. Ora scrivono da Berlino alla *Boersenhalle* che la prima quistione che si presenterà nella faccenda dei Ducati dopo che ne saranno partite le truppe federali della Sassonia e dell'Annover è quella dell'istituzione di un Governo provvisorio. Ma se questa non è bisogna grave da menare a fine, non sarà certamente cosa altrettanto facile la quistione della successione. Senza voler pregiudicare la sentenza che interverrà a questo proposito, si può predire con certezza che riuscirà cosa difficile ad un pretendente qualunque il provare il suo diritto sopra tutto lo Slesvig Holstein. Rimarrà pur sempre qualche parte di quel paese sopra la quale un pretendente avrà diritti più fondati che gli altri, anzi che tutti gli altri. Nè può dubitarsi che le pretensioni ereditarie della Prussia state discusse non ha guari dai giornali dovranno esse pure prendersi in considerazione in questa lite.

La crisi ministeriale che durava da due mesi in Baviera è finalmente cessata. Son noti i cambiamenti già avvenuti in quel torno in alcuni dicasteri. Ora al posto che rimaneva ancora vacante di ministro degli affari esteri e della casa del Re in surrogazione del barone di Schrenck è stato innalzato il barone Von der Pfordten.

La Città libera di Francoforte ha eletto i due suoi borgomastri. Il primo è il signor Gwinner e il secondo il signor Speltz.

Un telegramma da Pietroborgo annunzia la pubblicazione di un decreto imperiale che promulga le leggi sull'ordinamento giudiziario generale, un codice penale, un codice di procedura civile e un codice di procedura criminale pei giudici di pace.

Quanto alla nuova legislazione sulla stampa una lettera da Pietroborgo al *Nord* reca alcune rettificazioni alle ultime notizie corse intorno a questo argomento. Si è preteso, essa dice, che la nuova legge lascerà ai giornalisti la libera scelta fra la censura preventiva e le ammonizioni con pene. Egli è vero che se ne discorse or fa due anni quando la legge sulla stampa venne posta a studio; ma erano piuttosto pareri di privati che intendimenti del Governo. Ora questo è certo che due progetti distinti affatto uno dall'altro sono sottoposti al giudizio del potere legislativo. Uno ha per base il mantenimento della censura preventiva in forme temperatissime alla quale dovrebbero indistintamente soggiacere tutti gli organi della stampa; l'altro riposa sopra un sistema graduato di penalità al quale sarebbero pur sottoposti senza eccezione tutti i giornali. La scelta è dunque pel potere legislativo e non per la stampa. Ad ogni modo il corrispondente confida che dei due sistemi prevarrà il secondo, ora tanto più che col nuovo ordinamento della giustizia il Governo è forte abbastanza per reprimere i traviamenti di spirito nocivi e per mettere al securo l'inviolabilità morale dei cittadini.

Con ucase del 7 corrente l'Imperatore Alessandro ha ordinato si apra il 15 e si chiuda il 24 corrente un prestito a 5 0|0 di 100 milioni di rubli in titoli di 100 rubli, estinguibile in 60 anni con due estrazioni annue. Questo prestito è aperto per aumentare le facoltà della Banca e a pro dell'industria nazionale, ed è notevole che è questa la prima volta che la Russia ricorre a queste genere di credito.

Anche il Bey di Tunisi è ricorso ad un nuovo prestito di 15 milioni di lire a 7 0|0 con guarentigia sulle dogane. Questo però è esterno e conchiuso colla Casa E. Erlanger e Compagnia.

REGIO RICOVERO
di mendicità di Torino.

Anche quest'anno si è disposto che le sottoscrizioni a favore del R. Ricovero di mendicità d'azioni da L. 5 caduna tengano luogo delle visite natalizie.

La Gazzetta pubblicherà i nomi dei soscrittori.

DISPACCI ELETTRICI PRIVATI

(Agenzia Stefani)

Parigi, 9 *dicembre*.

Chiusura della Borsa.

Fondi Francesi 3 0|0 (chiusura)	— 66 15
Id. id. 4 1|2 0|0	— 93 70
Consolidati Inglesi	— 89 3/4
Consolidato italiano 5 0|0 contanti	— 65 75
id. id. id. in liquidazione	— 65 85
(Valori diversi)	
Azioni del Credito mobiliare francese	— 938
Id. id. id. italiano	— 418
Id. id. id. spagnuolo	— 608
Id. str. ferr. Vittorio Emanuele	— 317
Id. id. Lombardo-Venete	— 511
Id. id. Austriache	— 445
Id. id. Romane	— 280
Obbligazioni	— 223

Parigi, 9 *dicembre*.

Mocquard è morto questa mattina.

Limayrac nel *Constitutionnel*, parlando del viaggio di Kaireddin Pascià a Costantinopoli, dichiara nuovamente che la Francia non permetterebbe mai che venissero mutate le condizioni della sovranità nella Reggenza di Tunisi.

Bukarest, 9 *dicembre*.

Le elezioni sono dappertutto favorevoli al Governo.

La Camera si aprirà il 18 corrente.

CAMERA DI COMMERCIO ED ARTI
BORSA DI TORINO.
(*Bollettino officiale*)

10 dicembre 1864 — Fondi pubblici.

Consolidato 5 p. 0|0 C. d. m. in c. 65 35 50 35 30 — corso legale 65 45, C. d. m. in liq 65 75 80 80 77 1|2 80 75 75 pel 31 dicembre.

Consolidato 3 0|0. Piccola rendita da 200 a 50. c. d m. in c. 65 60 55 55 45 — corso legale 65 55 C. d. m. in liq. 66 30 35 35 pel 31 gennaio.

Debiti speciali — Stati Sardi.

1851 Anglo-Sardo 5 0|0. C. d. m. in c. [illegible] 30.

Fondi privati.

Credito mobiliare italiano 200 versate C. d. g. p. in c. 416 50 in liq. 417 pel 31 xbre. C. d. matt. in liq. 417 417 50 p. 31 xbre.

BORSA DI PARIGI — 9 Dicembre 1864.
(*Dispaccio speciale*)
Corso di chiusura pel fine del mese corrente

		giorno precedente
Consolidati Inglesi	L. 89 5 8	89
3 0|0 Francese	» 66 15	66 10
5 0|0 Italiano	» 65 75	65 90
Certificati del nuovo prestito	» » »	» »
Az. del credito mobiliare Ital.	» 420 »	418 »
Id. Francese liq.	» 936 »	938 »
Azioni delle ferrovie		
Vittorio Emanuele	» 320 »	318 »
Lombardo	» 512 »	511 »
Romane	» 232 »	280 »

G. Favale gerente

CITTÀ DI PINEROLO

Appalto dei dazi di consumo, diritti di fabbricazione, di vendita al minuto, e di peso grosso pubblico.

L'incanto fissato per il 5 dicembre corrente essendo rimasto senza oblatori, è annunziato un nuovo incanto in questa sala consulare, alle ore 10 del mattino di mercoledì 14 di questo mese per il deliberamento, occorrendo, *e qualunque sia il numero delle offerte*, all'estinzione di candela vergine, dell'esercizio dei dazi di consumo e dritti di fabbricazione, governativi, delle tasse addizionali, dei dritti di vendita al minuto, e dazi di consumo, unitamente all'esercizio del dritto di peso grosso, comunitativi, per il biennio 1865-1866.

L'asta sarà aperta sull'annuo prezzo di L. 145,000.

I capitoli dell'appalto sono leggibili presso la segreteria municipale in tutti i giorni alle ore d'uffizio.

Pinerolo, 26 novembre 1864

5814 — *Il Segr.* Avv. Alovisio.

Compagnia Reale DELLE FERROVIE SARDE

Si notifica che il Consiglio d'Amministrazione, nella sua seduta del 29 ultimo scorso novembre, ha deliberato di chiamare il terzo versamento in L. it. 75 per caduna azione, da effettuarsi entro il 1 gennaio prossimo venturo.

Il pagamento dovrà farsi presso i signori fratelli Leonino di David, in Genova, od all'ufficio della Società in Cagliari, sotto deduzione del semestre interessi al 6 0/0 a tutto il 31 corrente sui versamenti di 150 lire già effettuati.

Giusta il disposto degli articoli 163, 164, 166 e seguenti dello Statuto sociale, i ritardatarii sono passibili dell'interesse del 10 per 0/0 e perdono il diritto alle azioni, se i versamenti non sono eseguiti entro il termine ivi stabilito.

Torino, 8 dicembre 1864.

Pel Consiglio d'Amministrazione
Il segretario in Italia
5844 — M. MONTECCHI.

RICERCA

Persona avente tutti il voluti requisiti ed una confacente occupazione, aspira ad una Segreteria privata in Torino.

Dirigersi dal signor teologo ed avvocato patrocinante Antonio Mattea, via Giulio, n. 20. — 5818

SOCIETA' ANONIMA

degli esercenti per la riscossione in Torino e suo territorio delle tasse sulla minuta vendita e sulla fabbricazione dei generi colpiti da tassa governativa, ai termini della legge 5 luglio 1864

AVVISO

È convocata l'assemblea generale dei soci nel teatro Vittorio Emanuele per le ore 2 pomeridiane di lunedì 12 corrente mese per l'esaurimento del seguente ordine del giorno:

1. Nomina del Consiglio d'amministrazione.
2. Nomina del presidente e vice presidente dell'assemblee.
3. Nomina del Consiglio di revisione.
4. Ragguaglio delle azioni emesse e di quelle tuttora da emettersi.

Perchè l'adunanza sia valida si esige un numero di soci che rappresenti almeno i tre decimi dei soscrittori e i tre decimi del capitale sociale, art. 21 dello statuto sociale, e ciò per norma dei soci onde evitare i disagi di una seconda convocazione.

Il presidente
5833 — Tommasini Giorgio.

DIFFIDAMENTO

Giovanni Verrua, di Scorzolengo, diffida il pubblico che egli non intende pagare i debiti che potesse contrarre il di lui figlio Luigi attualmente dimorante in Torino. — 5835

Comune di Sommariva Bosco.

Il giorno 13 corrente, alle ore 9 antimeridiane, nella sala comunale, si procederà all'incanto per l'appalto del dazio di consumo governativo e comunale per il biennio 1865-1866.

L'asta sarà aperta sul prezzo annuo di L. 6500.

I capitoli d'onere sono visibili nella segreteria comunale in tutti i giorni nelle ore d'ufficio.

Sommariva del Bosco, 6 dicembre 1864.

Il sindaco
5831 — STRUMIA.

COMPRA DI TRAVERSINE.

In Torino, via S. Salvario, n. 3, si comprano traversine di rovere, delle dimensioni m. 2,70 × 0,13 × 0,26; e di larice rosso, delle dimensioni m. 2,70 × 0 15 × 0,30; da consegnarsi in una qualunque stazione delle ferrovie esercite dal Governo. — Per contratti rivolgersi con lettera al sottoscritto.

5801 — Antonio Zanettini.

Comune di Caluso

Appalto del Dazio governativo e comunale pel biennio 1865-66 alle ore 8 di mattina del giorno 19 volgente mese sul prezzo di annue L. 6,000.

I capitoli e tariffe sono visibili alla segreteria comunale.

5832 — Mis. Gianas i, segretario.

I PANIERAI
CHIANTELLO DOMENICO E COMP.

Fabbricanti di mobili da giardino

Eseguiscono ponti e casotti rustici in legno.

Via Stampatori, n. 16, casa Cucco, Torino.

CASINO DEL COMMERCIO

La Società è convocata in adunanza generale per domenica 18 dicembre 1864, alle ore 2 pomeridiane.

(2.a convocazione)

Ordine del giorno.

Proposta di modificazioni agli articoli 1 e 4 dello statuto sociale.

5813 — *LA DIREZIONE.*

DA VENDERE
unito o separato

TENIMENTO di *Belvedere*, territorio di Serravalle e Sessant, circondario d'Asti, di ettari 100 (giornate 262 circa) con molino.

Per trattative rivolgersi nello studio dei notai Operti e Bonacossa, via S. Agostino, num. 1, in Torino. — 5727

AVVISO AI CONCIATORI.

Alle ore 11 antimeridiane del 17 corrente mese di dicembre, nanti la Giunta Municipale d'Ivrea, si procederà agl'incanti per la vendita delle pelli e grasce provenienti dal civico macello normale durante il venturo anno 1865.

Le offerte debbono presentarsi al Sindaco in ischeda chiusa e suggellata, in ragione di un tanto per miriagramma, ed in aumento al prezzo di L. 10 25 che si stabilisce per base dell'asta.

Ogni offerta dovrà essere accompagnata dal deposito di L. 500 in denaro od effetti pubblici.

Il prodotto delle pelli dal 1 gennaio a tutto novembre p. p. fu di n. 1695, del peso di miriagramma 1241; le grasce miriagramma 38. — 5811

MINISTERO
DELLA CASA DI S. M.
INCANTO
DI CAVALLI E DI PULEDRI

Si deduce a notizia del pubblico che nel giorno di sabbato 17 del corrente mese di dicembre e nel locale delle reali scuderie (via della Zecca, num 7), sarà venduto all'asta pubblica considerevole numero di cavalli di riforma, da sella, da tiro e di agricoltura, non che di puledri di varie età e razze, questi ultimi per causa di riduzione operata nella R scuderia di Veneria Reale.

L'incanto sarà aperto alle ore 9 antimeridiane.

La deliberazione sarà fatta al migliore offerente a pronti contanti e senza guarentigia.

Torino, 6 dicembre 1864.

Il capo div. al ministero della R. Casa
Commissario delle RR. scuderie
5779 — C. FERRERO.

ORTOPEDIA — CURA

PISTONO, via Consolata, n. 3, Torino 6

CAFFÈ BURLET DI SANITÀ

Miele vergine di Spagna,
Vini forestieri, Rhum
THE DELLA CHINA — 5788
dai Fratelli Arnosio, droghieri, via di Po.

5838 FALLIMENTO

delli Gioanni e Secondo fratelli Anfossi, già negozianti da vino, colla firma Secondo Anfossi e Compagnia, e domiciliati in Torino, via Santa Pelagia, n 3, casa Toscanelli.

Si avvisano li creditori verificati e giurati od ammessi per provvisione, di comparire personalmente, oppure rappresentati dai loro mandatarii, alla presenza del sig. giudice commissario Francesco Fasella, alli 21 del corrente mese, alle ore 10 antimeridiane, in una sala di questo tribunale di commercio, all'oggetto di deliberare sulla formazione del concordato a tenor di legge.

Torino, li 9 dicembre 1864.

Avv. Massarola sost. segr.

SOCIETÀ ITALIANA DI MUTUO SOCCORSO
CONTRO
I DANNI DELLA GRANDINE
residente in MILANO

AVVISO

Pel giorno di giovedì 22 corrente e successivi occorrendo, nel locale della Società d'Incoraggiamento di Scienze, Lettere ed Arti, via del Durino, n. 22, in questa città, è convocata l'Assemblea Generale dei Socii, allo scopo di deliberare sui seguenti oggetti:

1. Nomina del presidente dell'Assemblea;
2. Rapporto del Direttore sull'andamento economico dell'esercizio 1864;
3. Rapporto del Consiglio d'Amministrazione sulle misure amministrative addottate nell'esercizio 1864;
4. Comunicazione del ministeriale decreto 13 settembre p. p., n. 5883, col quale si dichiara non ammessa la proposta fatta nell'ultima Assemblea dal socio dottor Cesare Tubertini, di modificare cioè l'ultimo alinea dell'art. 60 dello Statuto;
5. Proposta fatta dal socio sig dott. Della-Vedova nell'ultima Assemblea Generale e da essa accettata, di provvedere cioè per « un assestamento in via di massima per « la Rappresentanza tanto nell'Amministrazione, quanto per la nomina della Com- « missione per la Tariffa; »
6. Proposta fatta dal sullodato socio sig. Della-Vedova nell'ultima Assemblea Generale e pure da essa accettata, nei seguenti termini: « Qualunque proposta di modifica- « zione dello Statuto (art. 54, alinea 2), non potrà essere presa che allorquando « l'Assemblea è in numero legale (art. 60); »
7. Rapporto della Commissione di Revisione del bilancio consuntivo 1863;
8. Nomina della Commissione per la Revisione del bilancio consuntivo 1864;
9. Nomina della Commissione per la formazione della Tariffa che deve avere effetto nell'anno 1865, e relativo mandato;
10. Nomina dei Membri del Consiglio d'Amministrazione che devono rimpiazzare:
    A Il rinunciante signor conte Turati Francesco, rappresentante la provincia di Milano;
    B I cessanti, a termini dell'art. 62 dello Statuto, signori
    Cav. Bertolè dottor Giovanni, rappresentante la provincia di Como,
    Cusani-Confalonieri marchese Ferdinando, rappresentante la provincia di Ferrara,
    Panigatti dottor Giuseppe, rappresentante la provincia di Pavia;
11. Nomina del Supplente nel Consiglio d'Amministrazione che deve rimpiazzare il cessante sig. Gnaiti cav. dott. Giuseppe;
12. Indicazione dei Membri del Consiglio Generale che, giusta l'art. 57 dello Statuto, cessano coll'anno 1864 dal loro incarico.

La seduta si aprirà alle ore 11 antim.

S'invitano i signori soci che vennero eletti alle Rappresentanze Mandamentali, a termini dell'art. 51 dello Statuto, a voler intervenire all'Adunanza, onde emettere il loro voto nelle deliberazioni che sono a prendersi, avvertendosi che, giusta l'art. 60 dello Statuto, qualora nel giorno fissato l'Adunanza avesse ad andare deserta per mancanza di numero legale degl'intervenuti, se ne convocherà una seconda nel termine non minore di giorni 10, nella quale saranno valide le deliberazioni qualunque sia il numero degl'intervenuti.

Milano, 1 dicembre 1864.

Il Direttore
Cav. Ingegn. FRANCESCO CARDANI.

Il Segretario
5755 — MASSARA dott. FEDELE.

STRADEFERRATE
della Lombardia e dell'Italia Centrale[1]

Introito settimanale dal giorno 25 Novembre al 1.0 Dicembre 1864

Rete della Lombardia, chilometri num. 440		
Passeggieri num. 45,215	L. 85,518 81	
Trasporti militari, convogli speciali ed esazioni suppletorie	» 2 263 11	
Bagagli, carrozze, cavalli e cani	» 2,777,35	
Trasporti celeri	» 11,821 05	
Merci, tonnellate 8,740	» 54,263 44	
Totale		L. 156,638 79

Rete dell'Italia Centrale, chilometri 295		
Passeggieri num. 14,845	L. 40,020 68	
Trasporti militari, convogli speciali, ecc.	» 4,179 05	
Bagagli, carrozze, cavalli e cani	» 2,580 85	
Trasporti celeri	» 6,675 85	
Merci, tonnellate 4,194	» 29 282 31	
Totale		L. 82,739 74
Totale delle due reti		L. 239,378 53

Settimana corrispondente del 1863		
Rete della Lombardia, chilom. 447	L. 168 464 71	
» dell'Italia Centrale » 234	» 105,733 18	
Totale delle due reti		L. 274,197 89
Diminuzione		L. 34,197 36

Introiti dal 1 gennaio 1864	Rete della Lombardia	8.822 358 88	13,748,311 63
	Rete dell'Italia Centrale	4,925,952 75	
Introito corrispondente del 1863	Rete Lombarda	8 593 461 52	13,251,168 30
	Rete dell'Italia Centrale	4,857 706 78	
Aumento			L. 497,143 33

(1) Esclusa la tassa del decimo.

5824

SOCIETÀ GENERALE DI CREDITO MOBILIARE ITALIANO

Il Consiglio d'amministrazione ha l'onore d'informare i signori Azionisti che in esecuzione dell'articolo 7 degli statuti sociali, a mente del quale il secondo versamento che completa le L. 400 non può essere ritardato oltre il 31 dicembre 1864, ha deliberato che sulle azioni le quali non sono liberate che di L. 200, venga versata *un'altra somma di L 200.*

Questo versamento dovrà essere effettuato per

L. 100 *dal 25 novembre corr. al 3 dicembre p. v.*
» 100 *dal 23 al 31 dicembre p. v.*

e il pagamento potrà essere fatto *nella cassa della Società e a Parigi, nelle casse della Società Generale di Credito Mobiliare.*

Torino, 5 novembre 1864. — 5617

5840 NOTIFICANZA — CITAZIONE

Sull'instanza della ditta Ranco, Silvetti e Compagnia, tanto in proprio quanto quale rappresentante li signori Carlo Cerruti, Defernex Carlo, Remondino Carlo, Montaldo fratelli, Baudino Agnes e Michel, Ottolenghi Tobia e figli, Rabino Agostino, formanti la massa dei creditori di Giuseppe Bonino, già negoziante droghiere in questa città, venne, con atto 8 corrente dell'usciere presso il tribunale di commercio di questa città, Savant Bartolomeo, citato, a termine de l'art. 61 del cod. di proced civ, il detto Giuseppe Bonino, già domiciliato in questa città ed ora di domicilio e residenza ignoti, a comparire, in via sommaria semplice, entro il termine di giorni 10, nanti il predetto tribunale di commercio, per ivi vedersi condannare al pagamento a favore di esse ditte di L. 7439 36, cogl'interessi mercantili dalla giudiciale domanda e colle spese, sotto pena in difetto dell'arresto personale.

Torino, 9 dicembre 1864.

L. Pavia proc. spec.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SASSARI

Rende noto al pubblico, che la società marsigliese Signé e Gérard, in dipendenza della riportata dichiarazione di scoperta della miniera denominata *Gozzurra-Suergiolu*, posta in territorio nel comune di Lula, circondario di Nuoro, con apposita domanda ne chiese la concessione sotto le condizioni volute dalla legge.

Per conveniente norma del pubblico si notifica siffatta domanda, acciocchè tutti coloro che per avventura avessero motivi in contrario possano inoltrare a quest'ufficio di prefettura le proprie opposizioni non più tardi di un mese dalla data dell'ultima inserzione del presente.

Il poligono che circoscrive la miniera anzidetta fu dall'ufficio tecnico determinato entro i seguenti limiti: al sud, dalla linea retta che unisce il punto in cui il rio Figuruja o Campu Arroni va ad incontrare il suo confluente Gerone col punto d'unione delle due strade, di cui l'una scende alla miniera dell'Argentiera e l'altra mena alle case della miniera Gozzurra; all'est, dalla prima delle due menzionate strade; al nord, dal tratto del ruscello Coprecata od Artio che comincia dal ponte su cui passa la strada dell'Argentiera, termina al torrente Tallai o dell'Argentiera e poscia da questo va sino allo sbocco in esso del rio de Sa Figuruja; all'ovest, da quest'ultimo de Sa Figuruja.

Tale poligono comprende una superficie di 250 ettari.

Il piano topografico della miniera di cui è parola, trovasi depositato in questo ufficio di prefettura insieme alle carte che costituiscono la pratica relativa, ove chiunque potrà farne lettura e prenderne visione a suo piacimento nelle ore d'ufficio.

Sassari, 2 dicembre 1864.

Il Prefetto
5830 — Cav. Avv. G. BELLI.

5836 INCANTO

Il dì 19 corrente dicembre, ore 9 antimeridiane, e successivamente, in Torino e nell'alloggio ultimamente abitato dal fu Giuseppe Coda, in via della Provvidenza, casa Pamparato, al secondo piano, porta n 9, avrà luogo, col ministero del segretario infrascritto della regia giudicatura, sezione Monviso, la vendita ai pubblici incanti d'una grande quantità di monete d'oro e d'argento di antichissimo conio, come pure di effetti mobili, di lingerie ed altri, all'ultimo e miglior offerente a pronti contanti.

Torino, 9 dicembre 1864.

Demichelis segr.

5800 CITAZIONE

Con atto di citazione d'oggi 2 volgente io sottoscritto Conterno Giovanni, usciere presso la giudicatura mandamentale di Monforte (Alba), ho citato Grassi Andrea fu Giacomo, nativo di detto luogo di Monforte, e già dimorantevi, e da molto tempo in qua di dimora e domicilio incerti, ad instanza di Sofia Merieci fu Giovanni, di lui consorte, dimorante in Monforte, a comparire nanti l'ufficio di giudicatura all'udienza delli 28 andante mese, ore 9 mattina, per ivi dir cause per cui non debba prestare la voluta assistenza ed autorizzazione a detta sua moglie Sofia Grassi in una di lei causa che tiene verso Maddalena Pejrolero, moglie di Roddelo Candido.

Monforte d'Alba, il 2 dicembre 1864.

Conterno Giovanni usciere.

5837 CITAZIONE

Con atto delli 6 corrente dell'usciere Giuseppe Ferrando, presso la regia giudicatura di Torino, sezione Moncenisio, sull'instanza del sig. Antonio Tappi, residente a Torino, venne citato Bartolomeo Gaude, di domicilio, residenza e dimora ignoti, a comparire alle ore 8 di mattina del 16 corrente, avanti la suddetta giudicatura, per vedersi condannare al pagamento di L. 200, semestre fitto di due camere, con facoltà al sig. Tappi di disporre delle camere, e aggiudicarsi allo stesso i mobili dal Gaude in dette camere abbandonati, in estinzione del fitto e indennità, sino a debito concorrente, colle spese.

Torino, 9 dicembre 1861.

Francesco Carlini p. c.

5778 GRADUAZIONE.

Mediante decreto del sig. presidente del tribunale di questo circondario in data 15 p. p. novembre, la signora Marianna Tornielli, di questa città, promosse giudizio di graduazione per la distribuzione di L. 6630, prezzo di stabili posti in territorio di Cavaglio, stati subastati a pregiudicio di Antonio Carpani, di quel luogo, mediante sentenza di questo medesimo tribunale di circondario 4 giugno p. p., essendo stato deputato a giudice commesso il sig. giudice barone Accusani e prefisso all'instante il termine di giorni 40 per le volute notificazioni ed ai creditori quello di giorni 30 per proporre i loro crediti.

Novara, il 1 dicembre 1861.

Carotti Giuseppe p. c.

Alla Gazzetta d'oggi va unito un supplemento d'inserzioni.

Torino, Tip. G. FAVALE e Comp.

Inserzioni Governative e Legali

PROVINCIA DI TERRA DI LAVORO

DIREZIONE DELLE TASSE E DEL DEMANIO

AVVISO D'ASTA

Vendita di beni demaniali autorizzata colla legge 21 agosto 1862, numero 793

Il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno 21 dicembre 1864 si procederà in una delle sale di quest'uffizio, con intervento ed assistenza del signor direttore del demanio o di chi sarà da esso delegato, ai pubblici incanti per la definitiva aggiudicazione in favore dell'ultimo miglior offerente, de'beni demaniali provenienti dalla Cassa ecclesiastica, descritti dal num. 1 a 17 dell'elenco sesto, pubblicato nel giornale numero 267 degli annunci ufficiali della provincia di Napoli del giorno 14 novembre 1864, quale elenco assieme ai relativi documenti trovasi depositato nell'ufficio della direzione demaniale di Caserta.

I beni che si pongono in vendita consistono:

1. Fondo detto Ponte Melaine nel comune di Maddaloni, in terreno aratorio nudo senza case, diviso in due corpi, di misura locale di moggia 13, 0, 0, in ettari 4, 37, 43.
2. Idem detto Scrivito, in terreno aratorio con alberi di frutta ed alberi vitati (arbustati) in un sol corpo di moggia 5, 0, 0, in ett. 1, 68, 24.
3. Idem detto Piscine, in terreno aratorio con qualche albero vitato, arbustato e corona di piccoli pini al lato orientale, distinto in due corpi, di superficie locale moggia 6, 0, 0, in ett. 2, 01, 89.
4. Idem detto Perrone, in terreno aratorio alberato, vitato, arbustato, di moggia 28, 0, 0, in ett. 9, 42, 10.
5. Idem detto Olmo Cupa, come sopra, 10, 0, 0, in ett. 3, 36, 49.
6. Idem detto Topponi o Fosso dell'Ospedale, in terreno aratorio nudo, di superficie locale moggia 6, 0, 0, in ettari 2, 01, 89.
7. Idem detto Fosso dell'Ospedale, in terreno aratorio, di moggia 45, 20, 22 1/2, in ett. 15, 37, 10.
8. Idem detto Pignano, come sopra, 22, 0, 0, in ettari 7, 40, 27.
9. Idem detto Viamonaca, terreno aratorio, alberato, vitato, arbustato, in parte con fabbricato colonico e dipendenze rurali, di moggia 21, 0, 0, in ett. 7, 06, 62.
10. Idem detto Viamonaca, terreno aratorio, alberato, vitato, arbustato, di moggia 3, 10, 0, in ett. 1, 12, 16.
11. Idem detto Ficocella, in terreno come sopra, 0, 26, 29, in ett. 0, 33, 61.
12. Idem detto Fosso di Quaresima, in terreno montuoso olivato, di moggia 1, 10, 0, in ett. 0, 34, 2.
13. Idem detto Cento Palumbi, in terreno aratorio, alberato, vitato, arbustato, di moggia 4, 0, 0, in ett. 1, 34, 59.
14. Idem detto Viamonaca o Quarantamoggia, come sopra, 40, 20, 20, in ettari 13, 69, 13.
15. Idem detto Fossa dei Corbi, come sopra, 7, 0, 0, in ett. 2, 35, 54.
16. Idem detto Vernotico, come sopra, 13, 04, 20, in ett. 4, 42, 67.
17. Idem detto Pastino delle Cerase, come sopra, 19, 03, 05, in ett. 6, 42, 88.

L'asta sarà aperta sui prezzi d'estimo seguenti:

Pel lotto N.	L.	
1.	17591	27
2.	2382	80
3.	4515	80
4.	37423	66
5.	15170	94
6.	9298	73
7.	71832	62
8.	33587	15
9.	25080	70
10.	4177	39
11.	1224	22
12.	91	83
13.	6268	88
14.	47459	88
15.	7791	79
16.	16089	68
17.	28120	42

Ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 10 pei lotti estimati fino a L. 2000, di L. 25 per quelli fino a L. 5000, di L. 50 per quelli fino a L. 10,000 e di lire 100 per quelli fino a L. 50,000 e di L. 200 per quelli fino a L. 100,000.

Per essere ammessi a prendere parte all'asta gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti depositare a mani del segretario dell'ufficio procedente, o far fede di aver depositato nella cassa dell'ufficio di registro di Maddaloni in danari od in titoli di credito una somma corrispondente al decimo del valore estimativo dei varii lotti al cui acquisto aspirano.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato generale e speciale, di cui sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio procedente.

Gl'incanti saranno tenuti col mezzo di gara pubblica e la delibera avrà luogo a favore del maggiore offerente senza altro esperimento, purchè v'intervengano almeno due oblatori. L'acquirente deve rispettare il nuovo affitto comunque maggiore o minore di quello che formò base dell'estimo. Il prezzo risultante dall'aggiudicazione può pagarsi in dieci rate annuali pei lotti valutati fino a L. 10,000, e per quelli eccedenti tale somma in cinque rate annuali coll'interesse a scalare del 5 per 0/0; e laddove si pagasse l'intero ammontare entro 15 giorni dall'aggiudicazione, l'acquirente godrà l'abbuono del 7 per 0/0.

L'atto di vendita va registrato previa la sola tassa fissa di una lira italiana.

A Caserta, 21 novembre 1864.

Per detto ufficio di direzione
Il sotto segretario
Eugenio RUSSO.

PROVINCIA DI PARMA

DIREZIONE DELLE TASSE E DEL DEMANIO

AVVISO DI SECONDO ED ULTIMO ESPERIMENTO D'ASTA

Vendita di beni demaniali autorizzata colla legge 21 agosto 1862, numero 793.

Si fa noto che alle ore 10 antimeridiane del giorno 28 del prossimo mese di dicembre nell'uffizio della direzione demaniale in Parma si procederà col mezzo di pubblica gara all'incanto per la vendita dello stabile demaniale descritto al n. 236 del XXIII elenco pubblicato nel giornale degli annunzi ufficiali di questa provincia del giorno 18 agosto 1864, n. 185, il quale elenco insieme coi relativi documenti trovasi depositato nell'uffizio della direzione demaniale predetta.

Lo stabile posto in vendita è descritto in quell'elenco come segue:

COMUNE DI CORTILE SAN MARTINO.

Villa di Ravadese.

Possessioni *Vosi* e *Beato Oddone* (maggior parte di esse), in un sol corpo intermediato dalla strada comunale di Ravadese e da uno stradello privato di vuotagione, terreni di qualità aratorii a filari d'alberi e viti, e prativi in parte irrigatorii colle acque del così detto Canaletto del Certosino, con due distinti fabbricati, uno civile-colonico e dipendenze rustiche sulla possessione Vosi, l'altro semplicemente colonico e rispettive dipendenze rurali sul fondo Beato Oddone.

Confina:

A settentrione, con ragioni degli eredi di Ferdinando Fochi, colla proprietà demaniale detta Certosino (lotto 237), a linea da servire di traccia dell'asse d'un fosso da aprirsi, e con beni degli eredi di Giacinto Adorni;

A levante, col cavo Canaletto e coi beni della Congregazione della Carità di Parma;

A mezzogiorno, colla strada comunale di Ravadese, e coi beni della predetta Congregazione di Carità, dell'Opera parrocchiale di San Bartolomeo di Parma e per brevissimo tratto degli eredi Fochi;

A ponente, colla strada comunale detta della Burla, e colle ragioni degli eredi Fochi suddetti e di Giuseppe Montagna.

Sono distinte in catasto dai numeri di mappa 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 669 parte (per ettari 0, 89, 15, della rendita di L. 46 71 e 0, 89, 15, della rendita di L. 34 95), 670 parte (per ettari 1, 04, 44, L. 54 73), 671, 672 parte (per ettari 2, 38, 77, L. 131 53 e 2, 56, 77, L. 100 65), 702, 703, sezione C, e numeri 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, sezione D, per l'estensione di ettari 36, 71, 54.

Questi stabili sono stati estimati lire 51,901 20, delle quali lire 49,523 26 valore dei fondi, e lire 2377 94 valore delle scorte e accessorii dei fondi stessi.

L'asta sarà aperta sul prezzo d'estimo di italiane lire 51,901 20, ovvero su quella maggior somma che venisse offerta prima dell'apertura dell'asta medesima.

Ciascuna offerta non potrà essere minore di lire 200 00 e l'aggiudicazione sarà definitiva in favore dell'ultimo e migliore offerente, senza ammettersi successivi aumenti sul prezzo di essa

Il prezzo d'acquisto dovrà essere pagato in cinque uguali rate, l'una delle quali, insieme coll'ammontare degli accessorii o scorte del fondo, prima della stipulazione del contratto di compra e vendita, a cui l'acquirente sarà obbligato prestarsi entro quindici giorni dall'ottenuta aggiudicazione; e il pagamento delle altre rate si farà anticipatamente d'anno in anno coi frutti scalari nella ragione del 5 p. 0/0. In tali pagamenti saranno anche ricevuti titoli di rendita consolidata al prezzo legale di Borsa giusta l'art. 68 del Regolamento per la vendita dei beni demaniali approvato col R. Decreto 14 settembre 1862, n. 812.

All'acquirente sarà dato l'abbuono del 7 p. 0/0 sulle rate che da lui si anticipassero a saldo del prezzo entro quindici giorni dall'aggiudicazione; e l'abbuono del 3 p. 0/0 qualora anticipasse le rate successive entro due anni dall'aggiudicazione medesima.

Per essere ammessi all'asta gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura dell'incanto depositare nella cassa del ricevitore demaniale di Parma in effettivo numerario o in titoli del debito pubblico (questi al corso di Borsa come sopra) o in buoni del Tesoro, una somma corrispondente al decimo del valore estimativo del fondo posto in vendita.

Gli atti relativi agl'incanti, alla vendita ed alle formalità richieste negli uffizi del censo e delle ipoteche rimarranno esenti da qualunque tassa proporzionale, e saranno sottoposti al solo diritto fisso di una lira italiana. Il pagamento di questo diritto e delle spese dell'aggiudicazione del contratto di vendita saranno a carico del compratore, come pure quelle per la stampa degli Avvisi d'Asta e inserzione dei medesimi e del relativo elenco nelle Gazzette a ciò destinate, il tutto nella proporzione corrispondente all'acquisto.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel relativo Capitolato generale e speciale, di cui sarà lecito a chiunque di prendere lettura insieme coll'elenco e documenti suaccennati nell'ufficio della Direzione demaniale summentovata.

Essendo rimasto deserto il primo incanto tenuto per l'alienazione del suddescritto stabile nel giorno 21 novembre corr., e riuscendo infruttuoso anche questo secondo esperimento, lo stabile medesimo sarà venduto a trattative private.

Parma, 23 novembre 1864.

I notai demaniali G. CARRAGLIA. - G. ALINOVI.

PROVINCIA DI TORINO

UFFIZIO DEL REGISTRO DI PINEROLO

AVVISO D'ASTA

Vendita di beni demaniali autorizzata colla legge 21 agosto 1862, numero 793

Il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno 28 dicembre prossimo venturo si procederà in quest'ufficio sotto la presidenza del signor conservatore delle ipoteche del circondario, ai pubblici incanti pella definitiva aggiudicazione in favore del miglior offerente dei beni demaniali descritti al numero 9 dell'elenco pubblicato nel supplemento della Gazzetta Ufficiale del Regno, num. 281; quale elenco assieme ai relativi documenti trovasi depositato in quest'ufficio.

I beni che si pongono in vendita consistono:

COMUNE DI PINEROLO

NUMERO DELL'ELENCO 9.

Lotto 33.

Campo e prato asciutto, nella regione Airali, con piante d'alto fusto di noci, di quercie, salici da vimini, come da testimoniali di stato 24 giugno 1856, provenienti dagli oblati di Pinerolo. In un sol corpo. Confina a settentrione con Carletti medico Pietro, Fronetto Domenica vedova Merlo, Bertea avv. Giuseppe, l'ospedale di S. Giuseppe di Pinerolo e Fagon Carola moglie Salengo, a levante, mezzodì e ponente con Gresso professore Adolfo, a muro suo e ripa di sua ragione, distinto nel catasto col num. di mappa 361, 362, sezione E. Superficie giornate 4, 08, 11. Pari ad ett. 1, 55, 79. Rendita censuaria ed allibramento L. 68 77.

L'asta del suddetto lotto verrà aperta sul prezzo di L. 2429 40.

Lo stabile sopra descritto trovasi in corso d'affittamento.

Ogni offerta in aumento ai prezzi stabiliti non potrà essere minore di L. 10.

Per essere ammessi a licitare, dovranno gli aspiranti presentare prima dell'apertura dell'incanto ricevuta di aver versato nella cassa di quest'ufficio a titolo di deposito provvisorio, una somma in numerario od in cartelle del debito pubblico, corrispondente al decimo dell'ammontare dello stabile.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato generale e speciale di cui sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio, ove trovansi pure depositati gli altri documenti relativi.

L'aggiudicazione sarà definitiva e non saranno per conseguenza ammessi successivi aumenti sul prezzo d'asta.

Gli incanti avranno luogo col metodo dell'estinzione della candela vergine, cioè a pubblica gara, e saranno inoltre osservate le prescrizioni portate dalla legge 21 agosto 1862, num. 793, e del relativo regolamento approvato con reale decreto 14 settembre 1862, numero 812.

Pinerolo, 27 novembre 1864.

PROVINCIA DI NAPOLI

DIREZIONE DELLE TASSE E DEL DEMANIO

Avviso d'Asta

Vendita di beni demaniali autorizzata colla legge 21 agosto 1862, numero 793

Il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno 29 dicembre 1864, si procederà in una delle sale di quest'uffizio con intervento ed assistenza del signor direttore demaniale o di chi sarà da esso delegato ai pubblici incanti per la definitiva aggiudicazione in favore dell'ultimo migliore offerente, e senza che possano ammettersi in seguito aumenti di sorta, di beni che dalla Cassa ecclesiastica son passati al demanio, descritti nell'11 elenco pubblicato nel Giornale di Napoli num. 124, quale elenco assieme ai relativi documenti trovasi depositato nell'ufficio della direzione demaniale suddetta.

I beni che si pongono in vendita consistono

In casa al Largo Sant'Orsola a Chiaia. — Il presente lotto comprende: 1 stanza a rimpetto la prima tesa di scala; 2 appartamento al primo piano con la stanza terranea occupata dal portiere; 3 appartamento al secondo piano a sinistra.

L'asta sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 76,319 40.

Ogni offerta di aumento non potrà essere minore di L. 200.

Per essere ammessi a prendere parte all'asta dovranno gli aspiranti prima dell'ora stabilita per l'apertura degl'incanti, depositare a mani del segretario dell'uffizio procedente o far fede di aver depositato nella cassa dell'uffizio del ricevitore del demanio in Napoli, in danari od in titoli di credito, una somma corrispondente al decimo del valore estimativo del lotto al cui acquisto aspirano.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato generale e speciale di cui sarà lecito a chiunque di prendere visione in detto ufficio procedente.

Napoli, 26 novembre 1864.

5746 **TRASCRIZIONE.**

Con atto 16 ottobre 1864, rogato Zenone, l'avvocato Enrico Maderna di Novara acquistò da certo Pietro Crivelli la pezza terra sita in Casalvolone al numero di mappa 1213, di are 56, 45, in regione detta Noce Gobba, pel prezzo di lire 945.

Tale vendita venne trascritta all'ufficio delle ipoteche di Novara il 23 scorso novembre e posta al vol. 27, art. 216 delle alienazioni, e quello d'ordine vol. 199, casella 430.

Torino, 2 dicembre 1864.

Chiora Carlo p. c.

5793 **NUOVO INCANTO**

All'udienza di questo tribunale che avrà luogo alle ore undici antim. del 22 mese stante, seguirà la vendita per via di subastazione di un immobile posto a Stresa e già posseduto dall'ingegnere Giovanni Battista Adami, residente in Pallanza, già deliberato alla Teresa Emilia Ghisi per L. 800 con sentenza 12 novembre p. p. ed ora, dietro l'aumento del sesto fatto dal sig. Bartolomeo Piceni, residente a Suna, esposto in vendita per L. 933 33, alle condizioni inserte nel bando stampato. La subastazione era iniziata ad instanza delle signore Giacomina Lucia e Giovannina sorelle Sbaraglini, residenti a S. Maria Maggiore d'Ossola.

Pallanza, 3 dicembre 1864.

Caus. Antonio Boglietti p. c.

5820 **AUMENTO DI SESTO.**

Con atto 6 dicembre 1864, ricevuto avanti il tribunale del circondario di Torino dal segretario cav. Billietti, il sig. Giuseppe Caresio instante per l'incanto di una casa situata in Favria, nel cantone della Chiesa parrocchiale, ne rimase deliberatario per L. 1200, e così allo stesso prezzo da lui offerto e sul quale si sperimentò l'incanto senza ottenere alcun aumento.

Il termine utile entro il quale è per legge ammesso l'aumento del sesto, scade il 21 di detto dicembre.

Torino, 7 dicembre 1864.

Perincioli sost. segr.

5823 **TRASCRIZIONE.**

Con atto 10 novembre 1864, rogato Campana notaio a Dronero, Stefano Lombardo fu Antonio dimorante sulle fini di Busca vendette al signor Giacomo Pepino fu Giuseppe di Dronero un chiabotto e beni siti sulle fini di Busca, cantone Castelletto, composto di caseggio rustico con campi, prati ed alteno simultenenti, di ettari 2, are 96, 18, coerenti Galfrè Battista, Paschero Carlo, il compratore ed una strada, pel prezzo di lire 11,000 e tale atto fu trascritto all'uffizio delle ipoteche di Cuneo li 23 novembre 1864, vol. 31, art. 295.

5783 **NOTIFICANZA DI SENTENZA.**

Instante il signor Samuel Vita Foa negoziante in questa città, con atto 2 corrente dell'usciere Francesco Taglione addetto alla giudicatura sezione Po, venne notificata, a senso dell'art. 61 cod. proc. civ., al sig. Zino Malferrari, già residente in questa città, ed ora di domicilio, residenza e dimora ignoti, la sentenza profferta il 23 scorso novembre dal signor giudice di detta sezione, con cui venne lo stesso Zino Malferrari condannato solidariamente col Francesco Piacenza, al pagamento di L. 450, coi mercantili interessi e spese a favore del suddetto sig. Foa, ed a pena anche dell'arresto personale per mesi tre.

Torino 4 dicembre 1864.

A. Gatti p. c.

5667 **GRADUAZIONE.**

Con decreto dell'ill.mo sig. presidente del tribunale del circondario di Pinerolo in data 8 novembre corr., sul ricorso dei signori Gerolamo Charrier, Gio. Paolo Poet, e Pietro Alliaud, residenti a Roure, si dichiarò aperto il giudicio di graduazione per la distribuzione di L. 2,800, prezzo della fucina e beni subastati in odio di Besso Michele, residente pure a Roure, e furono ingiunti tutti i creditori a presentare le loro domande coi titoli relativi nella segreteria dello stesso tribunale, nel termine e sotto le pene legali.

Pinerolo, il 25 novembre 1864.

P. Risso p. c.

5716 **GRADUAZIONE.**

Con decreto del sig. cav. Grassi, presidente del tribunale di circondario di Biella in data 5 novembre andante, sull'instanza del signor Serratrice Felice, da Bioglio, fu dichiarato aperto il giudicio di graduazione per la distribuzione della somma di L. 3,910 ricavata dalla vendita per subasta degli stabili proprii di Gropallo Giovanni fu Giovanni, da Bioglio, con ingiunzione ai creditori pretendenti su tale prezzo di produrre le loro domande legali nel termine di giorni 30.

Biella, il 10 novembre 1864.

Borello proc.

COMMISSARIATO GENERALE

DELLA REGIA MARINA ITALIANA NEL 1.° DIPARTIMENTO

AVVISO D'ASTA

Si fa noto al pubblico che nel giorno 22 dicembre 1864, alle ore 12 meridiane, si procederà in Genova nella sala di deposito attigua all'ingresso principale del R. arsenale, nanti il commissario generale a ciò delegato dal ministero della marina, all'appalto per la fornitura alla R. Marina nel primo dipartimento di una muta di quattro caldaie di ferro tubolari con tubi di ottone per la R. piro-fregata *Maria Adelaide*, ascendenti alla complessiva somma di L. 202,500.

Il prezzo d'asta è fissato in L. 1 50 il chilogramma.

Le caldaie dovranno essere ultimate e consegnate nel R. Arsenale di Genova entro un anno e mezzo dal giorno della comunicazione dell'approvazione del contratto.

Nessuno sarà ammesso a licitare se non presenterà un documento rilasciato da un Direttore delle Costruzioni Navali del 1.o e 2.o Dipartimento Marittimo, constatante che esso possiede nello Stato uno Stabilimento metallurgico atto alla costruzione delle caldaie suddette.

Le condizioni d'appalto e i relativi disegni sono visibili presso il commissariato generale, sito nella R darsena in tutte le ore d'ufficio.

I fatali pel ribasso del ventesimo sono fissati a giorni 5 decorrendi dal mezzodì del giorno del deliberamento.

I termini sono stati ridotti per autorizzazione ministeriale.

L'impresa formerà un solo lotto.

Il deliberamento seguirà a schede segrete a favore di colui il quale, nel suo partito firmato e suggellato, avrà offerto sui prezzi d'asta un ribasso maggiore al minimo stabilito dal Ministero della Marina, o da chi per esso, in una scheda segreta, suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Gli aspiranti all'impresa, per essere ammessi a licitare, dovranno depositare la somma di L. 20,000 in contanti o in titoli del Debito pubblico che hanno corso legale nel Regno. Detta cauzione si verserà nella Cassa dei Depositi e Prestiti presso l'Amministrazione del Debito pubblico, e vi rimarrà fino a che l'impresa non abbia avuto il suo pieno ed esatto adempimento. Si anticiperanno per le spese dell'atto Ln. 600.

Genova, 3 dicembre 1864.

Il Commissario ai Contratti
GARIBALDI.

5339

PROVINCIA DI NAPOLI

DIREZIONE DELLE TASSE E DEL DEMANIO

AVVISO D'ASTA

Vendita di beni demaniali
Autorizzata colla legge 21 agosto 1862, num. 793

Il pubblico è avvertito che alle ore 10 antimeridiane del giorno 27 dicembre 1864, si procederà in una delle sale di quest'uffizio con intervento ed assistenza del signor direttore del demanio o di chi sarà da esso delegato, ai pubblici incanti per la definitiva aggiudicazione in favore dell'ultimo miglior offerente e senza che possano ammettersi in seguito aumenti di sorta, de'beni che dalla Cassa Ecclesiastica son passati al demanio, descritti nel 17 elenco pubblicato nel Giornale di Napoli n. 129, quale elenco assieme ai relativi documenti trovasi depositato nell'ufficio della direzione demaniale suddetta.

I beni che si pongono in vendita consistono:

La casa posta al Vico, dogana della calce, num. 44. — Il presente lotto comprende: 1 il primo quartino a destra del terzo piano nel sopradetto vico, num. 44, — 2 il primo quartino a sinistra dello stesso terzo piano, — 3 il secondo quartino in prosieguo, — 4 il terzo quartino in prosieguo, — 5 l'altro quartino in seguito al primo a destra del primo piano, — 6 il primo quartino a destra del quarto piano, — 7 il primo quartino a sinistra dello stesso quarto piano, — 8 il secondo quartino a sinistra ed in seguito, — 9 il terzo quartino anche in seguito, — 10 il quarto quartino a sinistra del quarto piano, — 11 l'ultimo quartino a destra del detto quarto piano, — 12 il primo quartino a sinistra del quinto piano, — 13 il secondo quartino a sinistra ed in seguito, — 14 il terzo quartino pure in prosieguo, — 15 l'ultimo quartino sul lastrici a destra, — 16 le stanze sulla cassa della scala.

L'asta sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 58,671 09.

Ogni offerta di aumento non potrà essere minore di L. 200.

Per essere ammessi a prender parte all'asta gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti depositare a mani del segretario dell'ufficio procedente o far fede di aver depositato nella cassa dell'ufficio del ricevitore del demanio in Napoli in danari od in titoli di credito una somma corrispondente al decimo del valore estimativo del lotto al cui acquisto aspirano.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato generale e speciale di cui sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio procedente.

A Napoli, 26 novembre 1864.

PROVINCIA DI TORINO

DIREZIONE DELLE TASSE E DEL DEMANIO

Avviso d'Asta

Vendita di beni demaniali autorizzata colla Legge 21 *agosto* 1862, *n.* 793.

Il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno 27 dicembre prossimo venturo, si procederà in una delle sale di quest'ufficio, sotto la presidenza del sig. Direttore, ai pubblici incanti per la definitiva aggiudicazione in favore dell'ultimo migliore offerente dei beni demaniali descritti al n. 11, dell'elenco pubblicato nel Supplemento della Gazzetta Ufficiale del Regno, n. 279, quale Elenco assieme ai relativi documenti trovasi depositato nell'Ufficio suddetto.

I beni che si pongono in vendita consistono:

COMUNI DI CHIERI ED ANDEZZENO.

Numero dell' elenco 11.

Lotto 36.

Cascina detta del *Belvedere*, regione Ponfano, composta di terreni a vigna, aratorii e prati, con fabbricato civile e rustico, tinaggio, orto, pozzo d'acqua viva ed altre rustiche dipendenze, alla quale va unito un appezzamento di terreno aratorio nel territorio di Andezeno, regione Ramea.

Il corpo della cascina confina a settentrione con Botto di Rorè cav. sacerdote Giuseppe, Battista e Giuliano Vittone e Giardino Luigi; a levante col suddetto Botto di Rorè, con Buschetti cav. Carlo e con Vittone Giuliano, a mezzogiorno collo stesso Botto di Rorè, Boscardelli avv. Pietro, Elia sacerdote Domenico e Giardino Luigi; a ponente con lo stesso Elia, Giardino Luigi, Fantino Carlo, Coloniatti Giuseppe e sorelle Ramella, Vittone Battista e Giuliano.

È distinto in catasto di Chieri col n. 3553 del libro dei trasporti, pag. 897, vol. 2.

Superficie giornate 23, 98, 1, 11, pari ad ett. 9, 13, 70.

Allibramento o rendita pel fabbricato civile, n. 193 della matrice L. 30, pei fabbricati e beni rurali L. 3 16 4 8 5.

L'appezzamento aratorio nel comune di Andezzeno, regione Ramea, confina a settentrione con Verguano fratelli fu Michele; a levante con Cusana cav. Giuseppe, conte Balbiano ed Aprà Lorenzo e fratelli; a mezzogiorno con la strada comunale di Montaldo; a ponente con Cecchis Giuseppe e Pavesio Giovanni.

È distinto in catasto d'Andezzeno col num. 68 del libro delle mutazioni.

Superficie giornate 2, 53, 10, pari ad ett. 0, 97, 12, 32.

Rendita od allibramento soldi 6, 11, 9.

L'asta del suddetto lotto verrà aperta sul prezzo di L. 30,234.

La cascina sopra descritta trovasi in corso di affittamento.

Ogni offerta in aumento ai prezzi stabiliti non potrà essere minore di L. 100.

Per essere ammessi a licitare, gli aspiranti alla compra della cascina e prima dell'ora stabilita per l'apertura degl'incanti, dovranno presentare la ricevuta di aver versato nella Cassa centrale dei depositi e prestiti in questa città, a titolo di deposito provvisorio, una somma in numerario od in cartelle del debito pubblico, corrispondente al decimo dell'ammontare della cascina.

Saranno pure accettati siffatti depositi dal funzionario procedente agli incanti, qualora per qualsiasi causa non avesse potuto seguire il versamento di cui sopra è cenno.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato generale e speciale, di cui sarà lecito a chiunque prendere visione in questa direzione, ove trovansi pure depositati gli altri documenti relativi.

L'aggiudicazione sarà definitiva, e non saranno per conseguenza ammessi successivi aumenti sul prezzo d'asta.

Gl'incanti avranno luogo col metodo dell'estinzione della candela vergine, cioè a pubblica gara, e saranno inoltre osservate le prescrizioni portate dalla legge 21 agosto 1862, n. 793 e del relativo regolamento, approvato con reale decreto 14 settembre 1862, n. 812.

Torino, 23 novembre 1864.

Per detta Direzione
Il Segretario ELENA.

PROVINCIA DI TORINO

DIREZIONE DELLE TASSE E DEL DEMANIO

AVVISO D'ASTA

Vendita di beni demaniali autorizzata colla legge 21 agosto 1862, numero 793

Si fa noto al pubblico che alle ore 10 antimeridiane del giorno di giovedì 29 del mese di dicembre 1864 si procederà in questa direzione e sotto la presidenza del signor direttore, ad incanti pubblici per la definitiva aggiudicazione a favore dell'ultimo e miglior offerente de'beni demaniali descritti nell'elenco num. 9, pubblicato nel supplemento num. 281 della Gazzetta Ufficiale del Regno, il quale elenco trovasi per estratto autentico depositato assieme ai relativi documenti presso l'ufficio della suddetta direzione.

I beni che sono esposti in vendita consistono:

COMUNI DI MACELLO E CAVOUR

NUMERO DELL'ELENCO 9.

Lotto 31.

Tenimento detto il Sordello Vecchio e Sordello Nuovo, composto di terreni aratorii, prati irrigui, alteni, bosco ceduo e vasto fabbricato colonico, con rustiche dipendenze, affittato con scrittura privata 9 novembre 1859, per anni 3, 6, oppure 9, a decorrere dall'11 detto mese di novembre.

Esso è diviso in sette corpi;

Il primo comprende terreni aratorii, alteni, prati ed il fabbricato colonico.
Il secondo, aratorio detto il Campo dei Roeri.
Il terzo, aratorio detto il Campo dei Maceratoi (Nasone).
Il quarto, aratorio detto il Campo di Sotto.
Il quinto, aratorio detto il Campo delle Gramonere.
Il sesto, aratorio detto il Campo delle Gramonere.
Il settimo ed ultimo, prato stabile irriguo, detto Prato del Conte.

Il lotto è della totale superficie d'ettari 109, 57, 71. L. 182,299.

COMUNI DI CAVOUR E PINEROLO.

Lotto 32.

Cascina la Rata, composta di terreni aratorii, alteni, prati irrigui e fabbricato colonico con rustiche dipendenze, affittata con scrittura privata 12 novembre 1859 per anni 3, 6 o 9, a decorrere dalli 11 detto mese di novembre.

Essa è divisa in sette corpi:

Il primo comprende il fabbricato colonico, prati, campi ed alteni, nella regione Rata.
Il secondo, aratorio detto Braida.
Il terzo, prato stabile e campo, detto le Ciarbonelle.
Il quarto, prato stabile irriguo detto delle Lame.
Il quinto, aratorio detto il Campo delle Lame o Danda.
Il sesto, aratorio nella regione Danda.
Il settimo ed ultimo, alteno ed aratorio nella regione S. Giovanni.

Il lotto è della totale superficie di ett. 32, 26, 26. L. 32,415 80.

I numeri di mappa con cui sono distinti in catasto i suddetti beni ed i loro confini sono amplamente descritti nel capitolato delle condizioni della vendita.

Ogni offerta in aumento ai prezzi stabiliti non potrà essere minore di L. 500 pel lotto num. 31, e di L. 100 pel lotto num. 32.

Per essere ammessi a licitare gli aspiranti alla compra degli immobili e prima dell'ora stabilita per l'apertura degl'incanti dovranno presentare la ricevuta di aver versato nella cassa centrale dei depositi e prestiti di questa città, a titolo di deposito provvisorio, una somma in numerario od in cartelle del debito pubblico corrispondente al decimo dell'ammontare del lotto per cui intendono offrir partito.

Saranno pure ricevuti siffatti depositi dal funzionario procedente agli incanti, qualora per qualsiasi causa non potesse seguire il versamento di cui sopra è cenno.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato generale e speciale di cui sarà lecito a chiunque di prendere visione in questa direzione ove trovansi pure depositati gli altri documenti relativi.

L'aggiudicazione sarà definitiva e non saranno per conseguenza ammessi successivi aumenti sul prezzo d'asta.

Gl'incanti avranno luogo col metodo dell'estinzione della candela vergine, cioè a pubblica gara, e saranno inoltre osservate le prescrizioni portate dalla legge 21 agosto 1862, n. 793, e del relativo regolamento approvato col regio decreto 14 settembre 1862, numero 812.

Torino, 23 novembre 1864.

Per detta direzione
Il segretario ELENA.

CITAZIONE PER PUBBLICI PROCLAMI

La Corte d'appello di Torino, con decreti delli 17 giugno 1861 e 23 settembre 1864, autorizzò, sull'instanza del caus. capo Giuseppe Piana, qual curatore del concorso istituito sul patrimonio del fu sig. Giov. Batt. Cima, di Borgo d'Alice, la citazione per pubblici proclami di tutti i deliberatarii dei beni già da questo tenuti ed altri debitori infra designati, per intervenire a proseguire il giudicio di concorso rimasto interrotto e vertente avanti la stessa Corte, nel quale il detto concorso è rappresentato dallo stesso curatore causidico capo Giuseppe Piana.

In conseguenza si citano e si assegna a tutti i detti deliberatarii ed altri debitori, assieme a tutti i creditori di detto concorso, loro discendenti, eredi, rappresentanti od aventi causa, a comparire in via ordinaria, entro giorni 30 prossimi, avanti la Corte d'Appello di Torino, in prosecuzione di detto giudizio di concorso, per ivi vedersi, previa risposta, quanto ai discendenti ed eredi infra nominati, all'interpellanza che si deduce sulla loro figliazione e qualità ereditaria, dichiarare tenuti al pagamento della somma da ciascuno dovuta, il tutto in conformità del contenuto nei ricorsi precedenti ai sovra menzionati decreti e dei documenti ivi citati che trovansi depositati presso la segreteria di detta Corte, con offerta di comunicazione, coi relativi interessi decorsi e decorrendi e colle spese.

Segue il nome di detti deliberatarii ed altri debitori che si citano e che si assegnano:

1. Caretto Domenico fu Giacomino, già residente a Borgo d'Alice, e per esso il di lui figlio od erede Michele Angelo, misuratore.

2. Andorno Giuseppe fu Tommaso, già residente a Borgo d'Alice, e per esso i suoi discendenti ed eredi Tommaso, Gioanni Antonio e Gioanni Battista Andorno.

3. Caretto Gioanni Battista fu Giacomino, fondachiere, già residente a Borgo d'Alice.

4. Guala Gioanni fu Gioanni, già residente a Borgo d'Alice, e per esso i di lui figli ed eredi Gioanni Francesco e Giuseppe.

5. Andorno Tommaso fu Giuseppe, già residente a Borgo d'Alice, e per esso i suoi nipoti ed eredi mediati Giuseppe, Gioanni Battista, Lorenza e Teresa fu Gioanni Andorno e Gioanni, Benedetto, Antonia, Anna Maria e Catterina fu Eusebio Andorno.

6. Tua notaio Gioanni Antonio fu Carlo, nativo d'Occhieppo Superiore, già residente a Dorzano, e per esso il di lui figlio Gioanni e la Maria Elisabetta Danna, vedova ed erede dell'altro di lui figlio Giuseppe.

7. Bertelli Luigi, Vincenzo, Felice ed Angelo fu notaio Gioanni Michele, già residente a Borgo d'Alice, e per il Vincenzo, ora defunto, la di lui figlia Luigia.

8. Caldera Antonio fu Gioanni, già residente a Borgo d'Alice.

9. Destefanis notaio Giuseppe fu Giuseppe, già residente a Borgo d'Alice, e per esso li suoi figli notaio Carlo e speziale Luigi.

10. Tessiere Francesco fu Gioanni Pietro, già residente a Vercelli, e per esso il di lui erede mediato chirurgo Pietro Savoja.

11. Bussolino Gioanni Battista, misuratore, fu Domenico e per esso il di lui figlio ed erede Gioanni Battista, già residente a Borgo d'Alice.

12. Faga Gioanni Batista fu Pietro, già residente a Maglione.

13. Zanotti Gioanni, Martino e Giuseppe fratelli fu Bononio, già residenti a Settimo Rottaro.

14. Ambrogio Gioanni Alberto fu Michele, già residente a Cavaglià, tanto in proprio che a nome degli altri coeredi del canonico Boerio.

15. Bacchino Antonio, già residente a Borgo d'Alice.

16. Enrico notaio Felice fu Giuseppe, già residente a Borgo d'Alice.

17. Germanetti Giacomo fu Giuseppe, già residente a Cigliano.

18. Saluzzola notaio Federico Maria, già residente ad Alice Inferiore.

Torino, li 7 dicembre 1864.

5829 Piana p. c.

5828 CITAZIONE

Giuseppe Zucca negoziante da cavalli, residente in questa città, con atto di citazione in data d'oggi dell'usciere Franco citò a norma dell'art. 62 del codice di procedura civile, Antonio Gaimard, negoziante di muli, residente a Borgo San Maurizio (provincia di Tarantasia - Savoia) a comparire alle ore otto di mattina del giorno dieci febbraio 1865 nanti la regia giudicatura di Torino, sezione Dora, onde lo tenga rilevato dalle molestie del sig. Domenico Porta, relativamente ad una mula di pelo castagno dall'esponente comperata il 29 ottobre ultimo dall'Antonio Gaimard, e quindi rivenduta al detto sig. Porta, e perchè sia inoltre condannato al pagamento in iscarico di esso Zucca d'ogni somma, capitale, interessi, spese e danni cui desso possa venire condannato a favore del Porta, colla comminatoria dell'arresto personale.

Torino, 7 dicembre 1864.

M. Mariano sost. Mariano.

5764 GRADUAZIONE.

Dietro a giudizio di subasta vertito nanti il tribunale del circondario di Biella ad istanza delli Comello Giorgio e Cipriano fratelli di Alessandro, residenti a Mongrando, contro li Randone Giuseppe ed Antonio fratelli fu Matteo, residenti in questa città, e su apposito ricorso si emanava il decreto dell'illustrissimo signor presidente in data 12 novembre testè perduto, in forza del quale dichiaravasi aperto il successivo giudizio di *graduazione* pella distribuzione del ricavatosi prezzo in lire 1225, commettevasi per le relative operazioni il signor giudice Beltriti, ed ingiungevansi tutti li aventi diritto sul prezzo di presentare presso la segreteria del tribunale le loro domande di collocazione coi relativi documenti nel termine di giorni 30.

Biella, 3 dicembre 1864.

Neri sost. De Matteis.

5668 GRADUAZIONE.

Con decreto dell' illustrissimo signor presidente del tribunale del circondario di Pinerolo 15 ottobre p. p. si dichiarò aperto il giudicio di graduazione per la distribuzione di L. 1445 prezzo degli stabili espropriati a Destefanis Matteo di Virle e si ingiunsero i creditori a presentare le loro domande fra giorni 30 sotto le pene legali.

Pinerolo, 26 novembre 1864.

C. Lamarchia.

5737 SUBASTAZIONE.

All'udienza del tribunale del circondario di Vercelli 7 gennaio 1865, alle ore 9 antimerid., avrà luogo l'incanto e successivo deliberamento dei beni situati in territorio di Crescentino, che sull'instanza della città di Crescentino, in persona del suo signor sindaco cav. Giuseppe Gagliardino, si subastano a pregiudicio della signora Adelaide Pisani vedova Saraceo, dimorante a Torino.

Detti beni saranno posti in vendita in tre distinti lotti al prezzo dalla instante offerto:

Di L. 300 pel 1.o lotto
Di » 1100 pel 2.o »
Di » 50 pel 3.o »

e saranno deliberati all'ultimo miglior offerente ai patti e condizioni apparenti dal relativo bando che sarà debitamente pubblicato.

Vercelli, 30 novembre 1864.

Ferraris sost. Mambretti.

5834 CITAZIONE.

Sull'instanza di Meazza Stefano, impresario, residente in Torino, l'usciere Savant Bartolomeo, addetto al tribunale di commercio di questa città, con suo atto delli 8 corrente mese di dicembre, citava, a senso dell'art. 61 del codice di proced. civ., il sig. Guglielmino Giuseppe, impresario, a comparire in via sommaria semplice, entro il termine di giorni 10 prossimi, nanti il prelodato tribunale di commercio, per ivi vedersi condannare al pagamento a favore del Meazza predetto della somma di L. 6500 ed interessi commerciali dal 14 giugno 1862, colle spese e coll'arresto personale, e coll'esecutorietà della sentenza, non ostante opposizione od appello e senza cauzione.

Torino, li 8 dicembre 1864.

Giajme sost. Guelpa.

5760 NEL FALLIMENTO

di Alessandro Paganini, già negoziante di lampade a petrolio nella Galleria Natta, n. 6, e domiciliato in Torino.

Si avvisano li creditori di rimettere nel termine di 20 giorni pross. al sig. Gius. Carenini, domiciliato in Torino, via Goito, n. 7, sindaco definitivo, od alla segreteria di questo tribunale di commercio li loro titoli e nota di credito in carta bollata, e quindi di comparire personalmente, oppure rappresentati da un mandatario, alla presenza del sig. giudice commissario Enrico Martinolo, alli trenta del corrente mese, alle ore nove antim., in una sala dello stesso tribunale pella verificazione dei crediti a tenore di legge.

Torino, 2 dicembre 1864.

Avv. Massarola sost. segr.

Torino — Tip. G. Favale e Comp.